

# combat breton

Le conflit à la **SNIAS**

**SAINT-NAZAIRE**

MARS - AVRIL 1980

Numéro 12 (Nouvelle série)

PRIX 5 F

## PLOGOFF contre l'ÉTAT

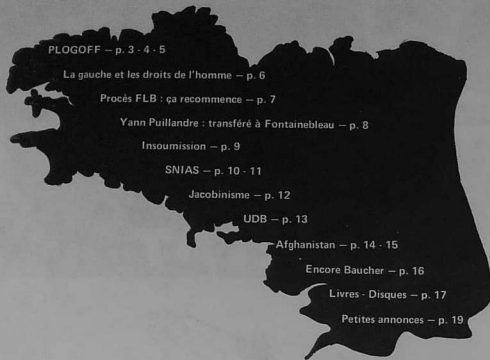
LA DÉMOCRATIE  
EST AVANCÉE !



**POLLUTION SUR LES COTES :**

tonnes de flics à Plogoff  
tonnes de mazout à Perros

# SOMMAIRE



## combat breton

Administration :  
 51 rue de la République - Langoëlan  
 56160 - Guéméné-sur-Scorff  
 Téléphone : 01 71 51 23 02  
 Téléc. : BREZHZH 740251  
 N° Commission paritaire 56213  
 ISSN 0335 - 6302

Directeur de la publication : Jean Le Calvez  
 Rédacteur en chef : Y. L'Hardon  
 Rédaction : Michel Clodic  
 André Daniel  
 Gérard Gilbert  
 Jean Le Calvez  
 Glenmor  
 Édouard Morvan  
 Per Rouzig

Édité par C.I.T.  
 Imprimerie LE BRETON - CARHAIX  
 Depot légal : MARS - AVRIL 1980

ABONNEMENTS :  
 C.C.P. LA SOURCE : 34 562 25 G  
 1 an : 50 F minimum  
 Étranger et par avion : nous consulter

## LE 15 MAI : Journée DIWAN

Le jeudi 15 mai, jour de l'ascension aura lieu la journée Diwan dont le but sera la popularisation des écoles maternelles en breton. Cette journée a été choisie parce qu'elle correspond au jour où avait lieu la quête en faveur de la langue bretonne il y a quelques années.

Elle sera basée sur l'idée d'une course promenade, inspirée d'exemples britanniques. Les participants trouveront des supporters qui acceptent de payer de 0,50 F à 2 F par km fait par les premiers. Mais la journée est basée sur la détente, la fête - il n'y aura donc pas de chronos, de classement mais les gens sont libres d'aller seuls ou à plusieurs, de marcher, de courir, de s'arrêter, de boire un coup et de discuter sur Diwan ou le journal.

Toute la journée se dérouleront des animations : chants, musique, théâtre, jeux divers, ... à la fois à l'école et à différents endroits du parcours (poste de contrôle et bistrot). Une porte ouverte sera organisée d'autre part à l'école pour permettre à la population locale de mieux connaître Diwan.

Le soir se déroulera un fest-noz au cours duquel seront remis aux participants des petits souvenirs symboles de la journée et sera donné le résultat du concours de pronostics. Celui-ci organisé pour les supporters et participants consistera à deviner le temps mis par une vedette sportive, culturelle ou politique à parcourir le parcours.

Cette fête, qui avec les années devra devenir en Bretagne la journée consacrée à Diwan, sera organisée à Rennes, Nantes, Lorient, Pont-l'Abbé, St-Brieuc, Lannion, Brest, Plouvien-Lampaul, Le Releg, Huelgoat et peut-être ailleurs.

### DIWAN

Pour de plus amples renseignements, vous pouvez vous adresser à :

DIWAN  
 Permanence  
 MPT de Penn ar C'hraec'h  
 rue prof. Chrétien  
 29200 - BREST -

## BRADERIE

«Diwan Pays Bigouden» organise une braderie les 5 et 6 mai, pour le financement de son école ; nous recueillons vieux objets, livres, vaisselle ....

Ecrire :  
 LE BÉRRE  
 Ti Pin - 29120 PLOMEUR  
 Tél. : 87.10.39.



## PLOGOFF

Il est clair qu'aujourd'hui, le mouvement breton doit se cristalliser sur la lutte anti-nucléaire menée à Plogoff. Cette lutte, forme actuelle d'un mouvement social breton qui retrouve sans cesse une nouvelle vigueur, marque la volonté d'indépendance du peuple breton face à un modèle de développement imposé par l'état français, c'est-à-dire à la fois centraliste et capitaliste.

À Plogoff, comme au Joint Français, et chaque fois que le mouvement social breton se manifeste, les choses sont une nouvelle fois claires : drapeau français arraché, piétiné, jeté dans l'eau ; c'est le Gwen ha du qui flotte face aux camionnettes bleues des gendarmes avec leurs cocardes tricolores ; en breton, et au son de la musique bretonne, une unité anti-nucléaire, et par conséquent anti-française s'établit là et doit s'étendre à toute la Bretagne.

Les autonomitaires, les chers et les parachutistes arrivés après les premiers gendarmes, c'est l'ombre malfamée de l'état totalitaire qui commence à s'étendre à l'ouest des pays bretons. Tout ce qui s'oppose, sous quelque forme que ce soit, est réprimé physiquement par la police ou dénoncé socialement par la grande presse aux ordres. On fait le vide pour implanter la centrale, image de mort, image de l'état.

L'enquête d'utilité publique, c'est la démocratie formelle et la légalité étatique auxquelles s'oppose la volonté autonome des populations locales, et c'est au nom de cette démocratie formelle et de cette légalité étatique que des journaux comme Ouest-France et des partis comme le P.C.F. veulent condamner la lutte authentiquement démocratique des populations de Plogoff.

E.D.F. n'incarne pas l'intérêt public, c'est un trust qui n'a d'autre but que de développer son marché en utilisant la publicité et le marketing, et en bénéficiant du soutien de l'état. L'intérêt public, ce n'est pas celui des technocrates d'E.D.F., mais c'est celui des populations menacées dans leurs modes de vie et dans leurs vies par les centrales nucléaires, E.D.F., trust hexagonal au service de l'état centraliste et des capitalistes avides d'énergie abondante et bon marché, ne défend que l'intérêt de ses patrons.



## contre l'ÉTAT

La protection de l'économie locale et de ses possibilités de développement autonome n'est pas celle du passé, mais œuvre de vie, face à l'action de l'état et l'E.D.F., qui est une action de mort : installer une centrale nucléaire à Plogoff prend un sens très clair, il faut faire le vide dans le cap Sizun pour y produire ce dont l'état et les capitalistes ont besoin ; et à cet égard, malgré les apparences, il n'y a pas contradiction mais continuité entre l'exploitation touristique de la Pointe du Raz et l'installation d'une centrale nucléaire à Plogoff ; le super-marché touristique et la centrale nucléaire : deux moyens d'arracher un lieu aux populations qui l'habitent pour le transformer en marchandise.

Au bout de la Bretagne, nous sommes en train de découvrir notre avenir : opprimés, exploités, jusqu'au dernier survivant, c'est la logique des camps de concentration revue et améliorée par les multinationales.

Refuser le nucléaire, route de secours d'un état et d'une société menacée par la crise, mais qui possède de redoutables facultés d'adaptation, c'est empêcher aujourd'hui la reconstruction des forces qui nous dominent, nous exploitent et nous aliènent. Il faut soutenir le combat breton des habitants de Plogoff : acheter des parts au G.F.A., installer des colliennes, des unités de production de gaz de fumier, aider la bergerie à fonctionner, c'est favoriser dans la lutte la naissance d'une société autonome et autogérée, avec ses petites unités de production contrôlées par les populations locales, c'est prouver l'indépendance en l'organisant.

La lutte contre l'enquête d'utilité publique n'est qu'une étape destinée à montrer le vrai visage de la soi-disant légalité de la république française ; il faut dénoncer le mensonge et l'idéologie de la fausse démocratie centralisée version bourgeoise du centralisme démocratique.



Des brebis pour la bergerie. (cf. article p.5)

Photo : D.B.

tique : au nom du peuple, le peuple est condamné à faire ce que le gouvernement décide, la guerre d'Algérie, le service militaire, les centrales nucléaires, etc ... Comme l'ouvrier soviétique ne peut pas faire grève, puisque par intermédiaire de l'état soviétique, il est propriétaire de l'usine où il est exploité.

Aujourd'hui, l'état totalitaire est partout et il partout nécessaire de faire comprendre cette lutte et de faire connaître la répression policière qu'elle provoque pour montrer le vrai visage de notre société libérale.

Ne pas oublier non plus la lutte quotidienne contre E.D.F. : payez vos factures en plusieurs fois, comme l'expliquait Combat Breton dans son numéro du mois de novembre, organisez partout des comités de soutien à Plogoff qui devront faire preuve de la plus grande initiative, préparez la grande manifestation-gala au profit de la bergerie au printemps.

Mais dans l'immédiat, qu'on lance l'idée d'une opération Bretagne morte pour marquer notre adhésion au combat de Plogoff le jour de cette manifestation bretonne !



**PLOGOFF**

# LE VRAI VISAGE de la DEMOCRATIE BOURGEOISE

Ce ne sont pas les habitants de Plogoff qui nous contrediront : après les couplets libéraux, place à la trique pour ceux qui ne voudraient pas chanter le refrain en chœur. La démagogie «libérale» n'a d'équivalent, dans ses excès, que son patrimoine de chiens de garde. Risettes télévisées le jour, auto-mitrailleuses et gendarmes, fusil en bandoulière, la nuit.

## UN PEU D'HISTOIRE

La machine qui commande les robots casqués qui gazent la population de Plogoff à longueur de journée à une autre antenne : elle se tient à Paris, sur l'île de la Cité. Là, elle ne gaze plus, elle distribue des années de taule. Nous sommes heureux de pouvoir mettre le nez dans leur cacah à tous les politiciens qui nous ont tant habitués à la dénonciation de la violence minoritaire. Presque tous les emprisonnés bretons aujourd'hui à Fresnes, y sont soit pour des attentats contre la répression, soit pour des attentats contre le nucléaire. Nous nous demandons quel membre de la secte des «adrateurs du bulletin de vote» viendra qualifier la violence des habitants de Plogoff d'actes irresponsables ou de violence minoritaire. Pourtant, à ce jour, tout le monde en Bretagne n'en est pas à jeter des cailloux sur les forces de l'ordre (on sait de quel «ordre» il s'agit !). Ceux qui sont aujourd'hui détenus l'ont dit depuis longtemps : le discours démocratique n'est que la pomnade qui nous endort. Et la pomnade de l'opposition électorale, c'est l'overdose !. Assez de pomnade, c'est clair : il n'y a pas de démocratie, il n'y a que du plomb pour ceux qui ne veulent pas marcher droit. D'ailleurs, à Plogoff, il n'y a que des «spruits» d'opposition au nucléaire.

— Mais ils sont 20 000, Monsieur le Ministre !  
— (Voix off). On peut tirer, cher ?

## LE NUCLEAIRE A PLOGOFF : PAS UN EXCES, MAIS LA LOGIQUE DES CHOSES

Les auto-mitrailleuses et les centaines de gendarmes, voilà le prélude à la société totalitaire. D'accord avec les écologistes pour dénoncer l'irresponsabilité des apprentis sorciers. C'est vrai, en matière de nucléaire, tout est possible et même le pire : fissures, irradiations ... exploitation !. Mais cette critique ne peut se séparer d'une vision d'ensemble, des problèmes politiques posés par le nucléaire. Certes, en Bretagne, nous avons l'habitude des militaires depuis l'île Longue, en passant par tous les camps, les arsenaux ... On connaît la marée noire et le quadrillage MILITAIRE du pays ; si on ajoute le travail gratuit sur les plages, il ne reste plus qu'à transformer les plages en mirador et on y arrive ! D'ailleurs, les habitants de Plogoff font bien le rapprochement entre l'occupation militaire française présente et l'occupation allemande de la dernière guerre. Imaginons un instant une catas-

trophe nucléaire : va-t-on éliminer les irradiés dans l'ombre, pour éviter les contaminations ? Il est clair que l'Etat, très au point en matière de calcul de coûts de production, l'est beaucoup moins en matière de sécurité des populations. Contre le pétrole, il y a les pelles et les seaux ; n'en doutons pas, contre les irradiations, on nous demandera de coller des moustiquaires aux fenêtres ! Ca, c'est la terreur de l'Etat, à laquelle vient s'ajouter la spécialisation du pouvoir, le secret technologique. En effet, quelle population pourra réellement contrôler le fonctionnement des centrales ?



Le nucléaire à Plogoff, loin d'être un abus, une erreur, est l'aboutissement d'une logique et, certainement, nous nous voilà partis, que le point de non-retour n'est pas loin. La dictature du profit, du rendement, a bouleversé l'écologie comme l'économie traditionnelle. Les paysages comme les populations qui les habitent ont été détruits. Tout doit rentrer dans le moule, se conformer aux lois de l'économie. Une production qui nous est étrangère, dans ses finalités comme dans son déroulement. Notre histoire, notre espace, notre pays, nous sont devenus étrangers. Et la logique productiviste s'emballa. Partis pour produire l'abondance, nous voilà devenus esclaves d'un mode de production. Mais cette logique étrangère ne se fait plus simplement contre nous. Avec le nucléaire, la clique des gouvernements fait le dernier pari : garantir coûte que coûte la productivité, non plus malgré les populations mais contre elles-ci. Le véritable choix nucléaire c'est ça : on met en balance le développement économique CONTRE la vie des populations même. Condamnés à être exploités, opprimés, jusqu'au dernier survivant ??? La fameuse enquête d'utilité publique est évidemment bidon. Car même si les populations concernées sont contre le projet, en dernier recours, ils peuvent toujours tenter de l'imposer au nom de ... l'intérêt général. C'est clair, l'intérêt général ce n'est pas le nôtre, c'est l'intérêt de la clique au pouvoir qui se prétend d'intérêt général ! Et la raison d'Etat, n'en doutons pas, est disposée à faire l'économie de quelques dizaines, centaines ... ?) de morts puisque c'est la survie de l'Etat qui est en question.

## PROPOSITIONS POUR LE SOUTIEN AUX HABITANTS DE PLOGOFF

Personne n'a pu empêcher l'enquête d'utilité publique de se dérouler. Elle se déroulera donc, ce qui évitera au gouvernement de retourner contre les habitants de Plogoff l'argument anti-démocratique (évidemment, ce sont quelques anti-nucléaires isolés). Par contre, il faut s'efforcer de soutenir toutes les actions en cours dans le cadre du GFA (achat des parts (1), bergerie, éolienne ...) ce qui veut dire envoyer de l'argent. Le moment crucial, ce sera, bien sûr, l'attitude d'EDF après le résultat de l'enquête d'utilité publique. S'ils décident de réaliser leur projet coûte que coûte, alors tous les moyens seront bons. Dans un premier temps, pourquoi ne pas envisager une grève générale en Bretagne contre le nucléaire et le non-respect de la démocratie ? A tout le moins on peut envisager une grève générale des redevances EDF et si ce n'était pas possible, une auto-réduction massive dont il faudrait fixer le montant (50 %, 70 %). Il ne faut pas se faire d'illusion : la démocratie qui envoie des auto-mitrailleuses ne se souciera pas de démonstration de masse simplement (manifestés ...). Pour être efficace, il faut les avoir à la caisse et seule compte l'opposition réelle sur le terrain. Nous soutenons totalement toutes les initiatives du Comité de Défense. Bien plus que des initiatives ponctuelles de résistance au nucléaire, nous voyons l'ébauche de ce qu'il faudrait impulser partout en Bretagne sans attendre la menace nucléaire : appropriation communautaire de la terre, énergies nouvelles et décentralisées ...

(1) cf page 20.



## P.C.F. et Nucléaire

Jugeant que la caravane venant de Plogoff a pour objectif d'obtenir un soutien à la campagne anti-nucléaire, le P.C. de Loire-Atlantique a décidé de ne pas soutenir cette initiative «pour tout ce qu'elle représente de rétrograde, de réactionnaire, en voulant faire passer les Bretons pour des attardés qui veulent maintenir leur région dans le sous-développement.»

**PLOGOFF**

## MAINTIEN DE L'ORDRE

La répression policière à Plogoff met en évidence l'évolution actuelle des moyens que l'Etat se donne pour lutter contre l'ennemi de l'intérieur.

Le modèle des gardes mobiles, récemment intégré aux gendarmes, et fer de lance traditionnel de la lutte contre-révolutionnaire s'impose à toute la gendarmerie nationale. Un peu partout en Bretagne on construit de nouvelles casernes de gendarmes, en dehors des agglomérations et à proximité des carrefours routiers.

On voit s'organiser sous nos yeux une armée de maintien de l'ordre constituée de professionnels coupés de la population et recrutés dans la masse des jeunes chômeurs qui n'ont pas le choix : délinquants ou mercenaires.

A Plogoff cette armée fait ses classes ; des chars, des parachutistes, des troupes relevées régulièrement et venant de très loin ; on a tiré dans les Etats Majors et au ministère de l'Intérieur les leçons de la «spécification» en Algérie.

Cette armée possède une stratégie et une tactique adaptées. On a vu fonctionner à Plogoff des unités lourdes, style rouleau compresseur, derrière leur bouclier et leur lance-grenade elles avancent méthodiquement en chantant des airs guerriers et repoussant les manifestants.

De cette masse peuvent jaillir des petits groupes légers : chaussés de baskets, six hommes armés de matraques qui peuvent saisir rapidement un manifestant isolé pour l'assommer et le capturer.

Les gendarmes ont à leur disposition des moyens matériels puissants pour détruire les barricades, franchir les incendies, combler les tranchées.

Les habitants de Plogoff se dressent avec leurs mains nues devant une force aveugle et terrifiante.



## Une action des amis de Combat Breton et du CLIN de Pontivy

Le GFA de Plogoff nous avait communiqué son projet de s'approvisionner en 100 à 200 brebis et d'installer une éolienne à la bergerie.

Nous nous sommes proposés de leur mettre à disposition une éolienne et de leur fournir des brebis.

Nous sommes allés à Plogoff le 27 février dans l'après-midi, sans avoir à forcer les barreaux de police — contrairement aux bruits qui avaient couru. Nos 40 brebis promises sont arrivées à bon port où nous attendaient 200 à 300 Plogoffites et sympathisants. Il s'agit de brebis de race Border-Leicester, d'origine anglaise, dont la réputation de rusticité et d'adaptation est mondiale.

L'éolienne Shmoterz maintenant installée au pignon de la bergerie se révèle très efficace. Juchée sur son axe vertical, elle rappelle aux pro-nucléaires que l'énergie est là gratuite, offerte, et soumise à la seule dépendance du vent.



L'éolienne offerte par Combat Breton.

U.R.

## APRÈS SA VISITE DES CENTRALES AMÉRICAINES,

Michel MAZEAS

Maire Communiste de Douarnenez

«TÉMOIGNE»

Michel Mazeas a témoigné sur son récent voyage aux U.S.A. Il est revenu de ce voyage avec un goût de peur. Il a le mérite d'être honnête, même quand cela n'est pas facile. «Seuls les imbéciles ne changent jamais d'opinion», dit-il.

«Je suis allé aux U.S.A. il y a un mois environ, sollicité par l'E.D.F. et par la fédération des élus républicains pour visiter des centrales nucléaires ... en particulier nous voulions passer à Harrisburg, cette fameuse centrale arrêtée aujourd'hui. Nous y sommes allés, exactement 6 mois jour pour jour après l'accident. Et nous avons vu la fumée de refroidissement encore 6 mois après : le fameux réacteur n'était pas encore refroidi. Nous avons pu interroger là-bas des dirigeants de cette centrale, et ce qu'ils ont pu me dire m'a flanqué la trouille.

Je ne suis pas allé aux U.S.A. avec un projet nucléaire ou anti-nucléaire en tête, mais lorsque le directeur de la centrale nous a dit : «Ce qui est arrivé n'aurait pas dû arriver» ; qu'en particulier un carton posé par un technicien a caché, pendant 52 heures, l'alarme visuelle qui indiquait que le réacteur montait en température, on est un peu effrayé.

Huit équipes de sécurité sont passées. L'une après l'autre, et aucune n'a vu que le carton recouvrait une lampe qui s'était allumée.

L'erreur humaine à Harrisburg a falli tourner à la catastrophe. Ce n'est que 52 heures après qu'un technicien a déclenché l'opération ; malheureusement dans le réacteur les choses n'étaient plus à leur place, et en manœuvrant les commandes, il faisait exactement l'inverse de ce qu'il croyait faire. C'est ce qui a rejeté dans l'atmosphère des déchets de vapeur radioactive.

Le plus grave, c'est que lorsque nous avons interviewé aussi le directeur de la sécurité civile du secteur concerné, il nous a dit : «son n'était pas prêt pour une évacuation, même dans les 5 miles autour de la centrale, mais maintenant nous sommes prêts, nous avons

tout prévu, y compris les lieux d'hébergement où nous pourrions loger jusqu'à 650 000 personnes.»

Je lui ai demandé à partir de quel moment on décidera d'évacuer la population. Il m'a répondu : «Je ne sais pas, c'est le gouvernement de l'Etat qui décidera, en lien avec des techniciens ...»

Je ne suis pas un spécialiste du nucléaire, mais ce que j'ai entendu, c'est qu'au niveau de la recherche fondamentale, nous sommes encore à des balbutiements dangereux, qu'au niveau technologique, nous ne sommes pas du tout prêts à construire des centrales fiables.

Je crois que six mois après il n'y avait plus chez les gens que nous avons pu rencontrer de frayeur ou de peur. Cependant les manifestations anti-nucléaires aux U.S.A. sont extrêmement nombreuses. Quant à la population de Harrisburg, elle est mise en condition par toute une série de slogans que l'on retrouve partout, des petits cadeaux-souvenir en vente dans les magasins, aux aéroports, sur lesquels on peut lire : «J'ai eu ma dose, je n'en suis pas mort !» ... Ce genre de chose répétée à l'infini font qu'aux U.S.A. un certain nombre de gens acceptent les centrales. Ceci dit, la commission d'enquête a établi son rapport après Harrisburg, rapport qui commence par «Le nucléaire est dangereux», et sur les 12 membres de la commission 6 avaient proposé l'arrêt immédiat des centrales.

On nous dit «Cela ne peut pas se passer comme ça en France ...» Or, nous avons vu Framatome et les fissures. Je crois que cela coûte de source après ce que je viens de dire, je n'ai aucune envie de voir une centrale à Plogoff. Mais le débat public devrait aussi porter sur la non-prolifération de l'armement nucléaire.»

# LA GAUCHE ET LES DROITS DE L'HOMME

La vie politique française est chiantie comme la pluie ; quand on parle de philosophie pour la prose de Bernard-Henri Lévy, on peut se dire que la Kultur française a du plomb dans l'aile. Disons plutôt que le succès de cette soupe idéologique, avec d'autres, tient au développement de la FNAC, comme haut-lieu de la culture vouée aux cadres. C'est cela la démocratie : la culture pour tous. Les pauvres ont du Guy Lux, les cadres ont des nouveaux philosophes. Et l'on nous dit que le capitalisme est un facteur de progrès humain !

Pour la gauche non stalinienne, les USA, Giscard, c'est quand même mieux que Moscou. Au PCF, le problème, c'est les contestataires qui veulent un Congrès Extraordinaire. Ce qu'il y a d'extraordinaire c'est qu'on ait pu rester au PCF et résister à Budapest, à Prague, à Vietnam et attendre l'Aghanistan pour comprendre la vraie nature du socialisme. Mais rassurez-vous, ils ne comptent pas quitter le parti de la classe ouvrière ! Il y a des abus, mais le fonds est bon. Le vieux coup du socialisme qui a mal tourné. Hélas, ça a mal tourné dès 1917, quand les Bolcheviks ont pris le pouvoir. C'est vrai que le spectacle du monde est affligeant. Tortures à l'est et à l'ouest. Partout des massacres. Le plus affligeant, c'est le spectacle de la héniesse omnipotente. Et au milieu de la tourmente, tous rient à la dictature, au fascisme.

Les Droits de l'Homme, c'est un sacquiss de la bourgeoisie de 1789. Alors, les anciens go-

chistes recyclés voudraient-ils nous faire reprendre la Bastille ? Le problème c'est que les Droits de l'Homme, tous les gouvernements de la planète s'en foutent. Froudhon, disait, il y a un siècle, « la démocratie est un artifice constitutionnel ». Alors quand ça marche bien pour la bourgeoisie, on fait dans le libéralisme. Quand ça craque, finit les Droits de l'Homme : on ouvre les prisons, la démocratie bourgeoise cache une dictature : la domination du monde par une classe qui impose son exploitation et sa vision du monde. Il n'y a que des rapports de force entre deux ennemis. Toutes les castes, les dynasties, les classes au pouvoir gouvernent au nom du peuple. Il n'y a pas plus de Droits de l'Homme à l'Ouest qu'à l'Est. Et l'Amérique peut bien parler de démocratie après le Vietnam, avec les Indiens que l'on parque, quand on connaît les méthodes du FBI en matière de répression (Black-Panthers ...)

**L'URSS EST LE PAYS DE LA LIBERTÉ  
TOUR SES DROITS Y SONT RESPECTÉS  
Y COMPRIS ET SURTOUT LE DROIT D'ASILE  
ET POURTANT SA  
SE BOULVERSE AUX  
PORTUQUES**



La France aussi (et la R.F.A., et les U.S.A. etc) se présentent comme pays de la liberté. Des mots.

D'un côté il y a toute la social-démocratie (PS, PSU, CFDT) et les anciens gôchistes devenus héros de la croisade des Droits de l'Homme. En face, le PCF. Tout le monde connaît la dernière : Marchais soutient qu'un char d'assaut est un outil de libération. Pour le PCF, le socialisme c'est la liberté, globalement, à condition de ne pas trop abuser des goulags, ou mieux, à condition de ne pas trop en parler. Pour les sociaux-démocrates, le socialisme c'est la merde partout ... sauf celui qu'on fera en France. Pour les nouveaux philosophes : le socialisme ou Pinochet c'est du pareil au même.

Question au PCF : pour éduquer l'homme nouveau vous pensez que la jeunesse ne doit pas se laisser aller à l'usage de la drogue. Vous proposez pour la jeunesse du sport et du travail. Comptez-vous expérimenter des camps ou, en plus du travail, la jeunesse ferait du sport ?

Question au PS : a-t-on droit d'adhérer si l'on n'est pas cadre ? Deuxième question : avec Jules Moch, vous avez créé les CRS car, disiez-vous, il fallait une police de gauche, les gendarmes étant à droite. Aujourd'hui, les CRS sont de droite, c'est notoire. Comptez-vous en cas de victoire de la gauche créer un nouveau corps de policiers à gauche ? Troisième question pouvez-vous, comme vos collègues allemands, que les Droits de l'Homme, pour les prisonniers politiques, c'était de les assassiner en prison ?



Question aux nouveaux philosophes : faites-vous le jeu de la droite ?

L'autre jour à Paris, les partisans du boycott des JO de Moscou appelaient à une manifestation de défense des Droits de l'Homme à l'Est. Hormis le PCF, pour qui les dissidents c'est la CIA, tout le monde était là : intellectuels de gauche, représentants RPR, membres du PNF, PS. Le clou du spectacle : en passant par les beaux quartiers, la population du XVIème soutient les manifestants aux cris de « A Bas Moscou ».

Toutes les crises économiques ont accouché de dictatures ; mais l'histoire ne se répète pas. Pendant que les imbéciles orientent au fascisme aujourd'hui en France, dans notre dos, on nous mijote quelque chose qui n'a rien à voir avec le fascisme (le fascisme c'est Mussolini). La dictature nouvelle qui s'annonce en Europe s'avance sous couvert de démocratie. Regardez-donc l'Italie. Plus besoin d'exciter la foule avec des idéaux contradictoires : la race, la Patrie ... C'est ce qu'on appelle la dictature démocratique. Bienôt en Italie, la carte d'identité aura deux volets supplémentaires : celui du parti et celui du syndicat. Peu importe lequel. Le principal est de défendre la démocratie, l'économie et l'unité du pays. Le criminel à exterminer, c'est celui qui appelle au renversement de l'État : il suffit d'écrire le mot « insurrections » pour aller en taule en Italie aujourd'hui avec la bénédiction des partis démocratiques. En Angleterre, coller une affiche ou porter un badge mentionnant le sigle IRA, et c'est la prison.

En Euzkadi, les Basques sont espagnols malgré eux, pour leur bien. Ils veulent nous coller une centrale nucléaire à Plogoff contre notre avis mais pour notre bien. Les Russes colleront le socialisme aux Afghans, malgré

eux, mais pour leur bien. Partout, les raisons d'État ne sont que les bonnes raisons des maîtres du moment. Savez-vous, par exemple, qu'en cas d'avortement, il n'y a pas de meilleurs avis que celui des députés ? Et que, de toute manière, ce n'est pas à la femme de décider.

L'aliénation commence par la délégation de pouvoir. Un député du au Pot de Chambère parisien et c'en est fini du pouvoir sur notre vie. La gôche hexagonale au pouvoir, il faudra aller au turbin toujours pour la France mais cette fois au nom des travailleurs. La gôche c'est l'art de la manœve. Loin de nous intéresser, ils nous émerdent. Et qu'on ne vienne pas nous dire que la révolution c'est la barbarie : au Nicaragua, malgré tous les massacres somoistes, la première décision des sandinistes vainqueurs, a été l'abandon de la peine de mort. Y compris pour les crimes de guerre.

Et voilà le grand sorcier de la tribu qui nous demande d'avoir confiance en lui pour éviter la guerre. Autant mettre des cierges à Sainte-Anne pour qu'elle nous déchaîne une tempête qui foutraient en l'air les émetteurs de télé. On pourrait penser à autre chose !

# PROCES FLB : ÇA RECOMMENCE !

Pratiquer une défense politique devant la CSE ne remet pas radicalement en question la légitimité de cette cour. Les questions que nous posons ici ne sont bien sûr pas valables pour les procès dont l'instruction est en cours. Pas question de dévoiler à l'accusation la stratégie de la défense par avance. Mais pour l'avenir il semble opportun de chercher une tactique qui n'accorde aucun crédit à la CSE ; dans ce sens, seule la volonté de voir diminuer les peines au moment du verdict compte. On peut se poser la question de l'intérêt d'une défense politique face à une juridiction d'où toute illusion de justice a disparu.

D'après certaines rumeurs, le procès de l'affaire « Le Taillanter » serait pour bientôt. Il semblerait que l'on veuille faire un procès à part pour cette seule affaire. Mille fois dénoncé, le carnaval de la Sorèté de l'État, le Cirque de la Sorèté de Soi, le Cirque de la Sécurité de l'État, on finit par ne plus bien savoir, enfin la CSE dresse son chapiteau. Infatigable, la machine à distribuer les années de tôle va se remettre en marche. C'est reparti pour un tour, alors allons-y !

Mais, cette fois, nous ne nous cantonnerons plus dans une attitude irresponsable de négation des faits. Nous avons d'ores et déjà pris des contacts avec le metteur en scène. Nous avons fait deux propositions en ce qui concerne le décor. Dans cette atmosphère quasi médiévale créée par le réalisateur nous souhaiterions voir aux côtés des gens d'armes, des seigneurs décorés et des juges à hermines, un représentant de la médecine ; pas un psychiatre, non, car il faut se replacer dans le contexte ; plutôt donc : un docteur ou même une sorcière ; et surtout, un commentateur qui n'a pas peur plus tôt, un responsable du cirque ; au moins un évêque. Ainsi serait mieux représentée la Nation. Vu le caractère exceptionnel de la Cour, il est inconcevable d'y amener un représentant du peuple. Par contre, on s'interroge sur l'éventualité de laisser une place à un bourgeois de la ville de Rennes : un notaire par exemple.

Dans un autre domaine, le caractère permanent de cette juridiction d'exception a pu permettre à quelques-uns d'établir une loi qui explique le taux d'injustice en fonction de verdict. Elle est toute simple, il fallait y penser, le taux d'injustice est strictement égal à la sentence prononcée, quelles que soient les variations saisonnières. Exemple : une année de prison, taux d'injustice égale 1, quinze ans de prison égalent 15.

Plus sérieusement, nous n'avons qu'une chose à dire sur tous ces procès : QU'ILS FOUTENT LE CAMP AVEC LEURS FLICS, LEURS JUGES ET LEURS MILITAIRES. Lors du dernier procès nous avions dit que nous n'irions plus témoigner. Pour des raisons politiques : ne plus cautionner ça. Mais surtout, quel ori de liberté peut venir déranger une juridiction militaire ? Comment ne pas trembler quand on voit arriver, au milieu des saluts militaires et des gardes-à-vous, une vingtaine d'hommes menottes au poing ; deux gendarmes pour un homme attaché. Comment dire quoi que ce soit entre un juge qui vous méprise et des flics mitraillés à la main ? Quoi dire, pourquoi témoigner, alors que l'on sait que les peines sont fixées d'avance ? Du genre « abaissez les peines pour les Bretons et charger les Corses. Ou bien enfoncez ceux de la saville Le Taillanter et être souple pour les autres après. Calcul de politique, calcul d'une justice qui n'a pour raison d'être que le maintien de son ordre. On peut alors se poser la question, pour les détenus, de l'intérêt de faire une défense politique qui ne risque d'augmenter les peines. Au lieu de revendiquer ses actes, pourquoi ne pas dire n'importe



quoi : nier les faits, regretter les actes, reconnaître ce qu'était des erreurs, que l'on avait bu, que l'on savait pas, ou qu'on avait été entraîné. Arrêter de se servir du tribunal comme tribune de débat puisque de tout ce qui se dit, les juges s'en foutent, la presse aussi dans une large mesure. L'opinion ne comprendrait-elle pas que le courage, on la vu au moment des faits ; et que lors du procès, une seule chose importe : prendre le moins d'années de tôle possibles. Comment parler de révolte à des professionnels de la soumission ?

Il y a surtout un fait que nous ne voulons pas laisser passer par rapport à cette affaire : peu de temps après l'attente, on a vu FR3 diffuser la photo des présumés coupables. Alors là, au milieu des campagnes d'hystérie, des rafles policières, des perquisitions, des chiens policiers, trop c'est trop. On sait bien qu'il faut gagner sa vie, qu'il faut faire des compromis. Reste un seul qui, une fois franchi, fait d'un travailleur un larbin. Ça c'est de l'information. C'est vrai qu'un état totalitaire peut se passer d'envoyer les flics à la télé quand les journalistes ont un filic dans la tête. Ça nous rappelle quelque chose de déjà vu.

En mille neuf cent quarante-trois, la Gestapo recouvrait les murs d'affiches où l'on montrait vingt-trois terroristes étrangers accompagnés de ce texte : « La libération par l'armée du crime ». Le procédé n'est pas nouveau, mais déjà, à l'époque, quand les partisans faisaient des attentats contre les troupes allemandes, il y avait des braves gens pour crier « aux métequiss en les désignant du doigt. La France du Travail, Famille, Patrie ». Ceux qui n'acceptaient pas d'être dérangés dans leur malheur (si le nazisme en était un pour eux). Les temps changent, aujourd'hui c'est « sauver l'économie nationale, sécurité, unité de la France ». Il y a toujours des braves gens racistes, jacobins et phallo-crates. Ceux qui ont une 22 long rifle dans l'armoire pour défendre leurs bibelots. Les braves gens peuvent dormir tranquilles, les responsables des attentats sont en tôle. Les assassins de Goldmann comme les auteurs d'attentats contre des dizaines d'immigrés courent toujours. Ou plutôt : quand les RG courent après le FLB, les tisseurs d'extrême droite peuvent marcher tranquilles. Il y a des jours où il n'y a vraiment pas de quoi être fiers d'être français. Et aujourd'hui, tout le monde rend hommage aux partisans de la fameuse Affiche Rouge (le groupe Manouchian) comme peut-être demain beaucoup crieraient « vive l'ARB ».

# AMICALE JOSEPH STALINE

Les KAD (kuzul au distaloidalge) de Bretagne voulaient organiser un grand meeting à Guingamp pour demander l'amnistie en faveur des détenus politiques bretons. M. Leizour, maire de Guingamp, a refusé l'autorisation, sous prétexte d'atteinte à l'ordre public. M. Leizour est au PCF. Donc, rien d'étonnant ! On sait depuis fort longtemps que le PCF, loin de troubler l'ordre public, en est le défenseur le plus musclé. En fait les stalinien ne trouvent qu'une seule chose : nous libérés. La preuve, une fois de plus à Guingamp. Encore on peut compter sur nos voix lors des prochaines élections ! Cours, cours, Leizour ...



# PRISONS : les pouvoirs des "chefs"

Une histoire banale parmi des dizaines d'autres, vécues dans l'épais silence des prisons.

FRESNES : JEUDI 7 FEVRIER 1980

- 11 h - Au C.N.O., quartier général des prisonniers politiques bretons. 3ème étage, cellule 95.

La porte s'ouvre : « Yann Puillandre, numéro 686239, vous êtes appelé au greffe pour signer des papiers. L'intéressé obéit, les sens en alerte. Bizarre cette convocation en plein repas et à l'heure des relèves ! »

Fourgon cellulaire pour parcourir les 50 mètres séparant le C.N.O. du grand quartier. Salle d'attente crasseuse et enfumée, et mutisme des gardiens. Il va se passer quelque chose... qui n'a rien à voir avec le greffe.

- 11 h 30 - Bruits de clés et entrée du Directeur du C.N.O. avec son sourire mielleux de chien fidèle de l'Administration Pénitentiaire. « Yann Puillandre, nous avons des ordres, vous êtes transféré à Fontainebleau. Vous partez tout de suite. Vos affaires suivront. Yann Puillandre ne comprend pas cette mesure disciplinaire qui le frappe. En 19 mois de prison, aucun rapport, aucun accrochage sérieux. Et puis, Fontainebleau, Yann Puillandre connaît. Stella (politique corse) y a passé 9 mois à l'isolement total, avant de rejoindre Fresnes.

Yann Puillandre déclare qu'il refuse d'être traité comme un simple numéro, et déclare qu'il ne partira que contraint et forcé. Tentative de justification du Directeur et explications vasculaires. La porte se referme.



D.R.  
YANN PULLANDRE

- 12 h - Intervention de 4 gorilles, dont l'un qui se dit breton semble particulièrement excité. Yann Puillandre attend, couché sur le ciment.

- Fers aux pieds, chaînes aux mains et enlèvement sans ménagements. Le trajet de Fresnes à Fontainebleau se fera sous les invectives, les insultes et les provocations de l'énergumène, sous-chef du convoi. Il voudrait cogner, c'est sûr. Silence de ses compagnons plus jeunes.

- 13 h - Arrivée à Fontainebleau. Les menaces se font plus précises. Le sous-chef semble être en pays de connaissance. Brève discussion sur le palier et passage à l'action. Yann Puillandre est extrait brutalement du fourgon, tiré par les chaînes des pieds. Son échine fait

connaissance avec les pavés de la cour. Menaces et insultes.

Le scolar est empoigné et jeté aux pieds du Directeur de Fontainebleau qui ne bronche pas.

Deuxième contact brutal de la colonne vertébrale de Yann Puillandre avec le carrelage du hall. Esquive rapide par un roulé gauche, d'un coup de pied dans les côtes et d'un coup de poing dans la figure. Dépit du « breton », il a manqué son coup. Ses collègues le calment. Il se rattrapera sur le prochain transféré. Et puis Yann Puillandre est un politique... on ne sait jamais...

Le Directeur propose d'aller carrosser ça à la popote. Accord unanime. On carrosse beaucoup dans les prisons...

Yann Puillandre reste seul avec un gardien qui semble ne pas approuver la conduite de ses confrères.

Fouille (une de plus) et direction de la cellule d'isolement : 2,5 m x 4 m ; 3 lits fixés au mur avec échelle d'accès. La lumière arrive par un puits de jour situé au ras du plafond. Pas même question de voir 1 cm<sup>2</sup> de ciel, le verre de protection est déposé.

- 18 h - Premier contact officiel avec le Directeur. Le « chef », comme tout le monde l'appelle. C'est un corse, lui dit-il. Bien. Yann Puillandre n'a rien contre les corses. En prison, corses et bretons ont souvent fraternisé.

La seule vue de son nez aurait pu laisser croire que le « chef » corse a eu des attaches bretonnes du côté de Plougastel... Sans doute un souvenir des nombreux arrosages. Passons.

Rappel du règlement : « Ici c'est une petite boîte qui tourne rond. Il n'y a qu'un chef : c'est moi. Le règlement, je l'établis et le fais appliquer. »

Ici, il n'y a pas de régime spécial reconnu pour les politiques. C'est clair ? Vous serez au régime des « droits communs » comme tout le monde.

Vous serez à l'isolement total. Une heure de promenade par jour. Vous verrez, la cour n'est pas terrible. (En effet, elle mesure 1,5 m sur 9 m ; couverte de grillage et de chevaux de frise).

Vous aurez droit à une heure de parole par jour, sauf les dimanches et fêtes, et uniquement dans ce créneau de seize à dix-sept heures.

Inutile d'essayer d'obtenir d'autres avantages. Plusieurs s'y sont cassés les dents avant vous. Terminé !

Première demande de Yann Puillandre : sa famille résidant dans le Finistère, et lui rendant visite à peu près une fois par mois, y a-t-il possibilité de regrouper les heures, afin d'avoir deux demi-journées de parole par mois ? Argument supplémentaire, il y avait à Fresnes 3 heures et demie de parole par jour, et 6 heures les Vendredis et Dimanches pour les politiques.

Refus total : Fontainebleau, ce n'est pas Fresnes ou Fleury, et ici, c'est lui qui commande !!!

Deuxième demande : le frère de Yann Puillandre a prévu de lui rendre visite le Samedi 9 et Dimanche 10 Février ; pouvez-vous lui envoyer un télégramme pour lui dire d'annuler son déplacement ?

Deuxième refus. Le « pécule » n'a pas suivi (à qui la faute ?) et, sans argent sur le compte, pas de télégramme ! C'est très bien, « chefs ». Cela fait partie des nouvelles relations humaines existant, soi-disant, dans les prisons.

SAMEDI 9 FEVRIER 1980

- 10 h 30 - Le frère de Yann Puillandre, qui n'a été prévenu qu'en arrivant à Fresnes, est à la porte de la prison. Il vient de faire 650 kms. Longue discussion. Les visites, c'est de 16 h à 17 h, et rien d'autre. Instance sérieuse, le chef finit par accorder de 11 h à 12 h.

Midi, in du parloir. Yann Puillandre et son frère demandent de profiter du créneau politique de 16 h à 17 h. Ça ne gêne personne. C'est prévu. Nouveau refus. Le règlement (son règlement) c'est une heure. Les 1300 kms et la prochaine visite qui n'aura pas lieu avant Pâques, ce n'est pas ses oignons.

Voilà les pouvoirs c's chefs. Mais ils vont encore plus loin.

A Fontainebleau, le pain est rationné ! Entendez bien, rationné !!!

- 16 h 30 - tous les jours - Distribution de pain pour le repas du soir et le petit déjeuner. Une corbeille, du pain coupé en morceaux de 10 à 15 centimètres.

- 1er jour - Yann Puillandre prend trois morceaux. Remarque du gardien : « Deux seulement, il y a tout l'étage à servir. »

- 2e jour - Même tentative et même remarque. Observation de Yann Puillandre « C'est insuffisant pour deux repas (D'autant que le reste semble être à l'avenant). Réponse du gardien : « Il faut le dire au chef, moi j'applique les ordres. »

- 3e jour - « Si vous n'avez pas assez de deux morceaux, il faut écrire une lettre au chef, c'est lui qui décidera » !!!

Vous ne rêvez pas, braves gens, ceci se passe en Février 1980, au 2e étage de la prison de Fontainebleau !

« L'auxiliaire » préposé à la distribution du pain peut en témoigner. Mais qui ose élever la voix dans ces petits établissements où le chef a tous les droits ?

Le droit de vous donner du travail ou de ne pas vous en donner (Fontainebleau travaille pour le baron BIC), et celui plus terrifiant de vous noter pour les remises de peines et les libertés conditionnelles espérées...

(Suite page 9)

Combien de Fontainebleau dans l'héragone ? Combien d'équipes de convoyeurs musclés ? Combien de provocateurs excités au coup de pied vengeur ? Mais cela se passe dans le silence des prisons. Les « chefs » ont encore de beaux jours devant eux. Leur ministre Peyrefitte ne s'enorgueillit-il pas d'avoir fait passer la population des prisons de 27000 à 40000 ? Belle réussite, Monsieur Le Ministre, et vous êtes admirablement secondé sur le terrain.

Tout ceci se passe bien « chez nous », en France, en 1980. Mais qui en parle ? Et, en

poussant jusqu'au bout le raisonnement, de Yann Puillandre, autonomiste Breton, ou de Sakharof, grand physicien Russe, lequel est le mieux loti ?

.. Mais la France est le pays des libertés, et il n'y a pas « chez nous » de prisonniers d'opinion !

PROPOS RECUEILLIS AUPRES DE YANN PULLANDRE

N.B. : Le « chef » interdit aussi de parler Breton au parloir. Sans doute pour honorer l'année du patrimoine.

## Communiqué des détenus de Fresnes

Les Comités Amnistie Bretagne - Karillion et Distaoladeg diffusent le communiqué ci-joint émanant des prisonniers politiques bretons de Fresnes.

« Les Prisonniers Politiques Bretons, après les 3 procès qui furent sanctionnés par des verdicts sévères et des peines disproportionnées, espèrent une volonté d'apaisement de la part de l'Etat.

Plus que jamais nous constatons l'attitude intransigente du pouvoir.

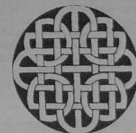
L'affaire de HELLEQUIN Michel est révélatrice de cet état d'esprit. Condamné lourdement lors de l'audience du 20 octobre 79, Hellequin a aujourd'hui effectué plus d'un et demi de prison. Selon l'usage communément appliqué par le système judiciaire, ce militant breton pouvait prétendre à une mesure de libération conditionnelle à mi-peine.

Cette libération conditionnelle lui a été refusée et ajournée à 3 mois.

Devant cette décision paraissant encore plus que camarade, les prisonniers politiques bretons s'inquiètent de l'avenir réservé aux autres détenus. Certains d'entre nous sont maintenant prisonniers depuis plus de deux ans et pourraient prétendre eux aussi à de prochaines mesures de libération conditionnelle. Est-ce cela une volonté d'apaisement ?

On ne peut que s'interroger sur les buts recherchés par le pouvoir. Il adopte une attitude de modération en public et dans les faits accentue la répression.

Cette répression systématique est une politique dangereuse. Elle ne peut qu'entraîner de nouveaux enchaînements de violence dont le pouvoir portera la responsabilité. »



## INSOUMISSION



## Claude BALCON

Jugé le 30 novembre (1) pour avoir renvoyé son livret militaire, Claude Balcon (Ancien Engagé) ayant ensuite demandé le statut d'objurgateur de conscience avait été condamné à 500 F.

Le Procureur Général de la Cour d'Appel vient de faire appel.

Claude Balcon repassera prochainement à Rennes.

(1) Cf. Combat Breton numéro 10 p. 15.

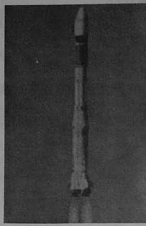
# CONFLIT A LA SNIAS



La Société Nationale Industrielle AEROSPATIALE : 40 % de l'industrie aéronautique française.

Une activité orientée en chiffre d'affaires pour moitié vers l'industrie civile, et pour l'autre moitié vers l'industrie militaire, avec une répartition sensiblement égale en quatre divisions : Avions, Hélicoptères, Engins tactiques, Systèmes balistiques et spatiaux.

Un PDG : Mitterrand (si ce n'est lui, c'est donc son frère, le général). Quelques réalisations récentes qui ont défrayé la chronique : Ariane, Concorde qui vient de tourner un film avec Sylvia Kristel et Alain Delon, Airbus qui va devenir rentable si l'on en croit le carnet de commandes qui s'étoffe de jour en jour — Airbus réalisé en commun par l'Angleterre (20 %), l'Allemagne (37 %), la France (37 %), et l'Espagne.



La fusée ARIANE

Pendant ce temps, la direction est refusée à toute négociation, espérant le pourrissement de l'action alors que la situation de l'aéronautique en Europe est particulièrement favorable. Elle a déserté assez tôt l'établissement principal de la SNIAS de St-Nazaire pour s'établir avec les cadres dans l'annexe après de l'aérodrome. Du côté syndical, l'unité s'est affirmée entre la CGT et la CFDT. FO s'est allié avec la CGC et la CFTC pour dénoncer la désorganisation du travail, et soutenir la direction par des tracts et des pétitions.

FO, le syndicat « biens » à la SNIAS, puisqu'il faut y adhérer pour se faire embaucher, se trouve rattaché, avec la CGC, minoritaire seulement dans les usines de Nantes et de St-Nazaire.

## L'OCCUPATION : DEFAITE SYNDICALE

C'est donc dans un climat de tension perpétuelle qu'on s'est acheminé vers l'occupation du 17 Novembre. Ce jour-là, la direction s'est présentée à l'usine. Le patron a pris peur et s'est enfilé avec ses collaborateurs dans les bureaux. Une contre-manifestation de la maîtrise s'est organisée. Elle a été dispersée dans la soirée par les grévistes qui avaient décidé l'occupation. C'est alors qu'on a commencé à parler vraiment de séquestration, et que les forces de l'ordre pouvaient se décider à intervenir sans commettre d'erreur. Elles ont choisi un moment de légère démolition pour le faire. Des voitures radio avaient bien sillonné la ville pour amener la population, mais cela n'a pas soulevé l'enthousiasme, d'aller soutenir ceux qui se sont quelquefois retrouvés hors des luttes et qu'on considère, à tort peut-être maintenant, car les choses ont changé au cours des dernières décennies, comme des privilégiés. Toujours est-il que ceux qui ont répondu à l'appel se sont retrouvés devant les grilles coincés entre les occupants et les CRS sans la possibilité de se mettre à l'intérieur. Heureusement, il n'y eut pas d'affrontement, et, après de courtes négociations, les fils purent aller « chibéris » les patrons. Ceux-ci furent bousculés au retour, mais on peut remarquer à travers cet épisode la volonté de ne pas utiliser l'arme de la séquestration.

Malgré tout, les patrons eux n'ont pas hésité, et ont prononcé 7 licenciements, de nombreux avertissements, et de mises à pied. Ils ont porté plainte pour coups et blessures. Les maîtres les plus durs visant les membres de la CGT ou du PC. L'un d'entre eux reconnu formellement par ses moustaches, alors qu'il n'en portait pas ce jour-là, s'est vu condamner par le tribunal de St-Nazaire. Un bilan d'échec en somme. Les employés et les ouvriers de la SNIAS ont bien essayé depuis l'occupation de poursuivre l'agitation et d'exiger la réintégration des licenciés, mais les nouvelles tentatives d'occupation, la substitution du patronnier de chargement du tronçon d'Airbus, les manifestations sur la piste de décollage, se sont toutes soldées par un échec, avec l'intervention immédiate des CRS.



Un Missile produit par la S.N.I.A.S.

Les journaux locaux se sont faits l'écho des actions menées par les travailleurs de la SNIAS au cours des derniers mois, mais il serait hâtif et hasardeux d'en déduire que c'est parce que nous sommes là en présence d'un grand conflit de la classe ouvrière. En réalité, nos confrères ont été surtout attirés par le côté spectaculaire de la lutte plus que par l'efficacité de celle-ci : le bilan n'en est-il pas des licenciements, des mises à pied, et aucune satisfaction des revendications ?

## LES DEBUTS DU CONFLIT

Tout a commencé fin Septembre quand un groupe d'ouvriers a vu les salaires amputés de leur part habituelle de boni. C'est-à-dire d'une prime théoriquement au rendement, mais en vérité laissée à l'appréciation de la hiérarchie. La réaction ne s'est pas fait attendre : débrayage massif sur le secteur touché. Très vite la lutte contre le boni qui a disparu dans la navale depuis plus de dix ans et dans les autres usines d'aéronautique, s'est transformée en une lutte pour l'emploi et pour les améliorations de salaire. Elle s'est déroulée sous diverses formes plus ou moins originales : débrayages tournants, emprunts de documents et des micros de téléphones, assemblées générales, visites d'un secteur à un autre, tantum des chaudronniers ..., autant d'actions visant à ralentir la fabrication du tronçon d'Airbus en cours de réalisation à St-Nazaire et indispensible aux autres morceaux qui sortent des autres usines.



AIRBUS A300 - le fer de lance de l'Aérospatiale.

## Extrait de "Aérospatiale" Janvier 80

« Avec la vente de 215 appareils en 1979, dont 85 options, le gros-porteur européen atteint un succès commercial proche de celui de Boeing et supérieur à ceux de Lockheed et Mc Donnell-Douglas.

Une large part de ce succès revient à la nouvelle version A 310 de l'Airbus (61 ventes fermes et 62 options), dont le lancement en juillet 1978 avait été favorisé par l'action déterminante de l'Aérospatiale.

C'est ainsi que A300 et A310 représentent à ce jour 39 % du marché mondial des appareils court/moyen-courriers.

Le total des ventes Airbus s'élève à 396, dont 142 options.

Airbus est un appareil très peu bruyant, très peu polluant, et dépense 35 % de carburant de moins que son concurrent direct, le Boeing.

La direction est tellement sûre d'avoir repris la situation en main qu'elle s'est permise d'envoyer à tous ceux qui travaillent dans l'usine une lettre qui constitue en fait un nouveau contrat de travail liant les mains de chacun (voir ci-contre) même si certains y ont répondu, et si d'autres y ont substitué une contre-lettre, il semble que l'initiative n'aura pas de suite.

Quant à la solidarité, aussi bien pour les revendications, que pour les mesures disciplinaires, il faut bien avouer qu'elle a été assez faible, à tel point qu'au lieu de collectes habituelles, on a dû avoir recours à la vente d'un autocollant pour le soutien financier des licenciés.

## LES REVENDICATIONS ET LE SENS DES ORGANISATIONS SYNDICALES LEUR DONNENT

Les quatre points de la plateforme revendicative mise en avant depuis le 4 octobre étaient pourtant clairs :

- suppression du boni
- embauche conséquente à St-Nazaire pour faire face au développement du programme Airbus.
- maintien du travail qualifié à St-Nazaire
- rattrapage des salaires de Bougenais (Nantes)

Mais ces revendications ne sont pas toutes du même ordre, et nous entendons d'autres préoccupations pour les organisations syndicales.



Un P.D.G. de choc.

Les revendications de salaires seules pouvaient sans doute aboutir dans l'immédiat : seulement, pour la CGT, comme pour la CFDT, ceux qui font l'Airbus, ce sont ceux qui luttent aujourd'hui pour le respect et la dignité. Nous sommes prêts, à déclarer le porte-parole de ces deux organisations lors du meeting du 4 janvier 80, à faire 8 ou 10 Airbus par mois, mais nous ne voulons les faire « debout ». Autrement dit, aucun contenu de lutte de classe, mais un désir évident de travailler pour un patron, de négocier, en somme des propos moralisateurs catho.Ds.

L'aveu même de certains responsables syndicaux, l'occupation n'est intervenue dans la lutte que comme une soupape de sécurité devant une tension grandissante qui aurait risqué de mener la lutte plus loin. Comment faire pour se sortir alors ? Pour le même porte-parole, en luttant pour leurs revendications, les travailleurs de la SNIAS font coincider leur intérêt avec celui de la Nation, notamment quand ils demandent de l'embauche. Autrement dit la voie nationaliste, telle que le PC l'a définie, avec le « fabriquons français », ou d'autres slogans du genre : « si les américains ne veulent pas de Concorde, ne laissons pas atterrir les Boeings », autant de mots d'ordre qui ont déjà mené à deux guerres mondiales.

## LES RAISONS DE L'ECHEC

En 75, une lutte conjuguée de la CGT, la CFDT et FO avait permis l'embauche d'une centaine d'interimaires, et c'est vrai que le nombre d'ouvriers à la SNIAS a baissé depuis, surtout avec les pré-retraites, et les chomages pour raison économique déguisés avant la pré-retraite, avec une prime de licenciement, alors que la fabrication d'Airbus semblerait indiquer une nécessité d'embauche, comme en Allemagne par exemple où les usines Messerschmitt pour les mêmes raisons, ont presque doublé le nombre de leurs employés. La lutte se présentait donc bien. Mais c'est oublier que nous sommes dans une économie de marché. Les patrons de la SNIAS, entreprise nationalisée faut-il le rappeler, ont trouvé une solution avantageuse à leurs problèmes de main d'œuvre. Ils sont assurés de pouvoir fournir du travail jusqu'en 1983, comme ils l'ont déclaré au Comité Central d'Entreprise, ils en ont même plus que les salariés de la SNIAS pourront en effectuer, c'est pourquoi ils ont inventé le contrat à durée déterminée de deux ans renouvelable. Cela économise à l'Etat la prime pour la création d'emploi, et lui évite lorsqu'il n'y aura plus de travail de verser la prime de licenciement. En plus, comme l'Etat ne contrôle pas tous les marchés, il est obligé de confier de la sous-traitance aux autres entreprises d'aéronautique françaises : Socata, Soéfa, Hurel Dubois, Latécoère, Ratier

Figear, qui elles n'ont pas les frais de la recherche et des essais et peuvent embaucher et licencier : c'est l'Etat qui paie. En fait donc globalement, le programme Airbus est bien créateur d'emplois, mais pas à la SNIAS. Récupérer de l'embauche à la SNIAS, revient donc pour la CGT, et la CFDT, à mettre en concurrence les ouvriers du secteur nationalisé, et du secteur privé, et par là-même, en refusant de poser le problème globalement à aggraver des conditions de travail, car alors la force de travail se négocie plus difficilement, à rendre impossible une lutte concertée des travailleurs des deux secteurs. C'est d'ailleurs sans doute une des raisons essentielles qui empêche l'aboutissement des revendications depuis des années.



Le CONCORDE : prestige de la SNIAS

Tout cet état de fait engendre un climat de désordre pour rien malheureusement, une exaspération des travailleurs entraînés dans des batailles sans issues. Le seul vainqueur bien entendu, c'est le patron qui améliore le rapport de force en sa faveur, et progresse sur le volet du litige des employés, et sur celle des cadences. Les problèmes liés à l'emploi, et aux conditions de travail dans l'aéronautique ne verront un commencement de solution que lorsqu'il seront posés par rapport au problème d'ensemble de l'emploi, par rapport aux besoins des individus et des régions en particulier, et par rapport à l'échange mondiale au niveau économique.

(Suite page 16)

## Lettre de la direction au personnel

SAINT-NAZAIRE, le 7 Février 1980

Madame, Monsieur,

L'Établissement de SAINT-NAZAIRE, par la volonté d'une minorité, connaît actuellement un climat inadmissible de désorganisation, de troubles et de violence.

Cette situation doit cesser. Il est nécessaire que chacun puisse librement effectuer son travail dans des conditions normales, afin de préserver les productions, donc l'avenir de l'usine et de ses personnels.

C'est pourquoi je vous adresse, ci-joint, un engagement individuel de travail normal, que je vous demande de bien vouloir signer et nous renvoyer par retour du courrier à l'aide de l'enveloppe timbrée ci-jointe.

Seuls les personnels qui nous auront retourné cet engagement pourront pénétrer dans l'Établissement à compter du mercredi 13 Février 1980, et ne pourront évidemment continuer d'y travailler après cette date qu'en le respectant.

En étant persuadé que vous comprendrez les raisons motivant cette procédure, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

LE DIRECTEUR : J. RENON

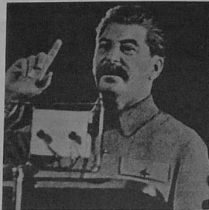
Le texte joint comporte les engagements de respecter les directives patronales quant à l'exécution des tâches confiées aux employés, entre autre le rendement, et de n'exercer le droit de grève qu'à l'intérieur de l'usine. Les syndicats ont immédiatement réagi sur le terrain de l'usine, et ont rédigé une réponse assez évasive à propos du nouveau contrat de travail, alors que c'est de loin la menace la plus importante. Ceux qui ont signé la lettre s'exposent à des licenciements, pour des baisses de rendement involontaires, ou en cas de nouvelles normes imposées par la direction.

# Petit Lexique à l'usage des analphabètes ou des hypocrites

Dans le discours politique breton, on utilise à tous propos, et même hors de propos, les termes de jacobins et de jacobinisme : jacobinisme par ci, jacobinisme par là, jacobins de droite, jacobins de gauche : de grâce, n'en jetez plus ! La confusion est trop grande pour être entretenue.  
Essayons d'y voir plus clair.

## LES FANS DE L'ÉTAT

Bon ! Il y a les fanatiques de l'état, chefs prestigieux qui furent rois, empereurs, présidents ou bien grand commis, fidèles jusqu'à l'absurde, intendants, ministres, connétables etc. ... Leur pensée se résume dans la tautologie suprême : l'état est l'état.



On dit qu'ils sont de droite, mais c'est plus compliqué, car leur alliance avec la classe dirigeante est souvent circonstancielle, et celle-ci les a toujours laissés tomber à un moment ou à un autre. Minorités nationales, autonomisme, régionalisme, séparatisme, ils ne veulent pas connaître, ils voient rouge, regardez Debré !

Au nom de l'état, ils peuvent admirer Robespierre comme le faisaient Napoléon et Louis XVIII, mais ils ne sont pas Jacobins, car leur pensée politique s'arrête au fameux principe : l'état n'est l'état que pour être l'état.

## LES ÉTERNELS NOTABLES

Et puis, il y a les notables, classe dirigeante, bourgeois, aristocrates capitalistes, comme vous voulez, ou plutôt tout cela à la fois. Ceux-là sont libéraux dans certaines limites, humanitaires même, souvent, ils ne sacrifieront jamais tout à la raison d'état ; c'est pourquoi ils s'accrochent au régionalisme

et peuvent même le préconiser, voyez J.J.SS. Bien sûr, ils sont pour le maintien de l'état, mais pas trop, juste pour leur permettre de diriger, exploiter, profiter.



En Corse, le Monde va même jusqu'à proposer une troisième voie, et ouvre ses colonnes à Siméoni ; après tout, on pourrait peut-être s'arranger ... La France, vous savez, nous, on veut bien tout changer pour que tout reste pareil ...

Déjà, certains se proclament autonomistes, et bien sûr, accusent Debré qui n'en peut mais, de jacobinisme.

Les notables qui nous gouvernent dans le cadre de cet état, sont prêts à nous gouverner dans tel autre système régionaliste, autonomiste, et même plus, leur dévouement est sans bornes, et plus fort que tous les autres, on les entend déjà crier « à bas les jacobins ! », d'autant plus que le jacobinisme, c'est la Révolution.

## IL N'Y A PLUS DE JACOBINS

Car les notables le savent, les jacobins étaient porteurs d'un projet révolutionnaire qui est justement d'ôter le pouvoir aux Notables pour le donner au Peuple.

C'est vrai, les jacobins sont pris au piège de l'état, ils voulaient s'en emparer pour faire la révolution, et c'est l'état qui les prend pour en faire des dictateurs totalitaires, mais ils étaient de bonne foi, ils ont fait en l'an I la constitution la plus décentralisée qui soit, et la constitution soviétique est pleine de sollicitude pour les minorités de l'URSS.

Les bolcheviks, modernes jacobins, avaient même dans leurs cartons le vieux rêve marxiste de disparition de l'état. Mais cela ne les a pas empêchés d'accoucher de ce monstre « le plus froid des monstres froids » : l'état soviétique ; alors que justement les Soviétiques



étaient la structure révolutionnaire la plus anti-étatique qui fût. Les Bolcheviks, pris au piège des contradictions de l'histoire, c'est une belle revanche de la dialectique.

Mais tout ceci, c'est du passé, même si ce passé nous interpelle. Les jacobins et les bolcheviks sont morts, et la fidélité à la révolution et au Parti, devenue raison d'état, justifie les reniements les plus absurdes et les crimes les plus abominables, elle a pris avec le Géorgien Staline le visage du totalitarisme pur, et, ni les communistes du PCF, ni les membres de l'UDB, même les naitis, ne méritent aujourd'hui le nom de jacobins.



## LIBERTÉ ET AUTOGESTION

Evidemment, les partisans de l'autogestion et de l'autonomie, les tenants de l'écologie et de la décentralisation, les adversaires du capitalisme et de la bureaucratie, ne se reconnaissent nulle part. Héritiers des libertaires, ils voient clairement ou confusément le jeu compliqué de tous ces gens, même si telle ou telle partie d'un discours plein d'illusions, peut être attirante ; et même si aujourd'hui comme toujours, le loup peut revêtir les habits du berger et crier « au loup » en montrant les jacobins.

Sachons du moins qu'il n'est jamais facile de mener une lutte efficace de libération contre l'état et les notables en évitant de permettre la mise en place des déviations totalitaires.

Sachons aussi que si on peut laisser aux premiers jacobins et aux premiers bolcheviks le bénéfice du doute, ceux qui aujourd'hui, n'ont pas été éclairés par l'histoire et qui continuent de préconiser les mêmes voies de conquête de l'état pour servir la révolution, sont des imbéciles ou des criminels, et laissons les ancêtres de 93 dormir dans le tombeau des rêves évanouies.

Sachons enfin que l'anti-jacobinisme vulgaire de certains notables n'est pour eux que le moyen de retrouver une audience perdue, et que l'on doit continuer à renifler à l'odeur écœurante de la contre-révolution.

# De l'implacable logique réaliste ou: qui détient le monopole du totalitarisme irresponsable ?



Dans la série noire des magouilles politiques, l'Union Démocratique Bretonne détient actuellement le haut du pavé. «Combat Breton» a déjà relaté le fameux article de «Peuple Breton» intitulé «Le FLB, l'impasse». Cette affaire rejoint le musée du totalitarisme dont peut se glorifier l'UDB, où l'on retrouve déjà de magnifiques figures depuis le XIVème Congrès de BREST, en particulier, les magouilles de ce Congrès même, sa tenue et son contenu antidémocratique, les exclusions des camarades Morvan (qui, depuis, a rejoint ARGAD) et Caro, celles de Coraud et Flandrin, militants de la Fédération de Loire-Atlantique pour leur participation au COBAR de Nantes et à «Combat Breton» et bien d'autres manœuvres qui n'en finiraient pas d'alimenter les colonnes de ce journal !

trou gentille. Ils verront lorsque nous, on sera au pouvoir ! ... Ce que le Peuple Breton ne souhaite certainement pas. A l'UDB, la lutte contre le gauchisme prime. Le sectarisme est à l'ordre du jour. Tout ce qui dérange la Raison de Parti, la Raison de l'Institution UDB, la Raison du Goulag UDB est, par nature, gauchiste. En conclusion, le Parti procède aux «charrettes» (en référence à la charrette de l'Ankou ?) comme au temps de ce que l'on appelle «la crise gauchiste de 1969-70». Le gauchisme ne peut être qu'une crise ! Pour l'UDB ...

Ancien militant UDB, mon témoignage rejoint celui de nombreux autres militants qui ont quitté ce parti franquillon à l'éternelle remorque de la gauche française. Aux élections européennes, l'UDB appelle ses militants à voter pour le parti le plus sectaire et le plus cocardier qui soit : le PCF.

Et pourtant, combien d'entre nous ont longtemps cru en l'UDB en tant que parti révolutionnaire ? Non, aujourd'hui, l'UDB n'est surtout pas le Parti du Peuple Breton ! Le XVème Congrès de Brest a marqué l'abandon de la lutte des classes. LE XVème CONGRES DE SAINT-NAZAIRE SERA LE CONGRES DE LA TRAHISON ENVERS LE PEUPLE BRETON.



Le XIVème Congrès de Brest de l'UDB a permis au Bureau Politique de faire adopter certaines mesures qui m'ont toujours paru incongrues et en outre, ambiguës : autonomisme socialiste (?), nationalisme révolutionnaire (cf. Staline et quelle référence !), concepts vides de sens sauf pour les «fonctionnaires d'une idéologie» que sont les membres du Bureau Politique de l'UDB qui se sont bien gardés de les expliquer. Depuis ce Congrès, le durcissement de la ligne «réaliste-démocratique» de l'UDB s'est affirmé grâce au centralisme (anti) démocratique. De l'implacable logique réaliste. A l'UDB, lorsqu'un camarade est en divergence avec la ligne officielle du Parti, devenu parti monarchique, on utilise divers procédés avant l'exclusion finale. D'abord la pratique des lettres anonymes. Ensuite, les textes critiquant la ligne officielle ne paraissent pas dans la presse interne du Parti de sorte que les militants n'en ont pas connaissance. Ceci évite tout débat à l'intérieur du Parti. En outre, la presse interne est tellement diversifiée que tous les militants ne peuvent y accéder. Savez-vous ainsi qu'il existe 4 revues constituant cette presse, en plus du Journal Fédéral, payant bien sûr ? Savez-vous encore que l'une de ces revues, en l'occurrence «Kannadig» s'adresse uniquement aux membres du Bureau Politique ? Inutile d'ajouter qu'elle est très bien documentée. Si un de vos textes a le malheur de critiquer la ligne du Parti, vous êtes taxé de «gauchiste irresponsable» et l'on n'hésite pas à utiliser les pires calomnies contre vous. Ainsi, ne parlez pas des problèmes que pose l'homosexualité : silence sinon, on dira de vous que vous êtes un dangereux inverti, voire un malade sexuel ...

Désormais, ce qu'il nous faut, c'est la construction d'un vaste mouvement social breton, socialiste, autogestionnaire et libertaire. Car nous devons lutter pour détruire l'Etat Français, non seulement parce qu'il est français mais aussi parce qu'il est Etat. A ARGAD, nous rejoignons nos opposants à la création d'un Etat Breton dont l'éventuelle existence ne servirait qu'à assouvir la domination d'une nouvelle bourgeoisie moderniste bretonne.

Parce que le socialisme breton est fondamental et indispensable pour la construction d'une Bretagne libre, instauré par le Peuple Breton lui-même, se retrouvant dans un réel mouvement social radical, ARGAD BREIZH doit être le rassemblement de tous les Bretons conscients de la nécessité de la construction d'une Bretagne socialiste. ARGAD doit se faire catalyseur de la conscientisation des masses bretonnes c'est-à-dire non pas guider le PEUPLE BRETON mais le pousser à se révolter contre les structures étatiques françaises, contre les multinationales, contre les appareils idéologiques, et bref contre tous ceux qui veulent le dominer.

Et un Peuple Breton, maître de sa destinée, une Bretagne socialiste, libre et autogestionnaire passeront par la destruction de partis comme l'UDB qui sont les alliés objectifs du pouvoir bourgeois et impérialiste français ...

Ces Institutions totalitaires, ennemies de la liberté ...

BEVET BREIZH DIEUB HA SOKIALOUR !

Kristoc'h  
Militant socialiste et nationaliste Breton - Paris

(1) Quand un parti, qui applique le «centralisme démocratique» et qui toujours est à la remorque des staliniens français, parle en ces termes, il se retire explicitement au Goulag (section psychiatrie) — N.D.L.R.



Quant au COBAR et au FLB, n'en parlons pas. On amalgame allégrement FLB, COBAR, gauchistes, anarchistes, militants autonomes. Les militants d'ARGAD sont des «malades mentaux» comme je l'ai entendu dire souvent (1) ; ou encore : «Pas la peine de discuter avec eux, on les écrasera !». Quant aux militants FLB : «Les FLB, ils l'ont cherché, ils n'ont qu'à crever. De toute façon, la Cour de Sécurité de l'Etat est encore



# LUTTE DES PEUPLES

## LES PEUPLES DE L'AFGHANISTAN DANS LA GEOPOLITIQUE.

On peut essayer de lire les événements des derniers mois et des mois à venir en Afghanistan et au Pakistan en les restituant dans les grands affrontements mondiaux et sous l'éclairage de la grande politique internationale. C'est ce que commentateurs et hommes politiques font à bouche-que-veux-tu. Mais on risque alors de ne rien comprendre à la réalité profonde si l'on fait fi avec autant de facilité de l'existence et des inspirations nationales des peuples que l'actualité place aux premières lignes. Plus que la lutte des classes, dans cette partie du monde, c'est encore le problème des minorités nationales, confrontées aux Etats-Nations dans un monde où la bipolarité prend tour à tour le visage de la guerre froide ou celui de la coexistence, qui permet non seulement de comprendre les événements nés d'une situation inextricable mais surtout d'envisager les issues possibles acceptables.

### L'ASIE CENTRALE ENTRE LES DEUX GRANDS

A cheval sur l'Europe et l'Asie, les Russes représentent un dynamisme géographique et démographique formidables depuis des siècles, aussi bien vers l'est que vers l'ouest ; mais ils vivent dans le cauchemar de l'encerclement. Et, quand on a vu, dans « Alexandre Nevski », le film d'Eisenstein, le peuple russe sortir de la terre russe pour se lever sur la plaine immense, face aux Mongols et aux Teutoniques, on aurait tort de croire que cette hantise de l'encerclement est limitée aux seuls dirigeants soviétiques.

Or, chacun sait que les Américains sont en Europe avec l'OTAN, ils sont aussi en Asie

avec le CENTO, et surtout ils se rapprochent de la Chine énorme et revigorée, mais par contre l'Iran leur échappe, et les Russes essaient de les prendre à revers en favorisant la poussée vietnamienne dans toute l'Indochine, et en se cherchant des points d'appui au Yémen, en Ethiopie, comme en Afrique australe, c'est-à-dire tout autour de l'Océan Indien. Alors qu'en Europe, la situation reste gelée depuis les interventions en Hongrie et en Tchécoslovaquie et malgré l'interrogation yougoslave, en Asie, comme en Afrique tout devient de plus en plus mouvant. Dans cette zone mouvante, dont nos diplomates craignent par dessus tout la déstabilisation, les deux grands se font face avec des précautions et des précautions de crocodiles. Ce n'est pas le

camp de la liberté contre celui de l'oppression, même si le manichéisme capitaliste ou stalinien peut séduire les analphabètes ou les hypocrites des deux bords ; non, d'un côté il y a l'impérialisme américain soutenu par le sentiment national d'un peuple qui se croit élu pour donner la liberté au monde, et de l'autre, il y a l'impérialisme soviétique qui s'appuie sur le messianisme russe coulé dans le moule de l'état totalitaire ; tandis qu'au-dessus plane le danger atomique.

Dans ce grand jeu géopolitique, où se succèdent ruses et coups de gueule, poignées de mains ou coups de patte, on a, ici et là, en France, critiqué la politique giscardienne mais toujours au nom du calcul stratégique. « Reculer devant les Russes en Afghanistan », en espérant qu'ils laisseront ensuite les Européens tranquilles, c'est Munich. Sans oublier toutes les arrière-pensées, à droite comme à gauche, chacun y est allé de sa petite leçon de géopolitique, de stratégie guerre et paix.

Mais tous, Américains, Russes, Européens, ont évidemment oublié les peuples : les Afghans, transformés en figures abstraites d'oppression ou de révolte, mais surtout les Pachtouns, les Baloutches, et aussi les Ousbeks, les Tadjiks ou les Turkmènes, au milieu de cette mosaïque de peuples de l'Asie centrale dont les aspirations sont rarement prises en compte dans le cadre des frontières actuelles comme dans le jeu des grandes puissances ; alors que leur résistance ou leur passivité, ornent la trame des événements sur la jelle se construit l'histoire.

Mais est-ce que gouvernements ou commentateurs, qui se passionnent pour la géopolitique, s'intéressent aux peuples et à leur autodétermination, autrement que pour les utiliser comme des pions sur l'échiquier de leur grand jeu ?

### UNE FAUSSE SOLUTION : LA NEUTRALISATION

Sous sa forme actuelle, et jusqu'à l'année dernière, l'Afghanistan, morceau de l'ancien empire perse, le plus vieux de tous les empires, est un état-tampon né au XIXème siècle, entre l'empire britannique aux Indes et l'empire russe en Asie centrale. Création artificielle imposée par les deux impérialismes rivaux sur le modèle étatique européen, avec frontières, capitales et souverain : il est peuplé de tribus qui parlent le persan, les Afghans, et de Pachtouns et de Baloutches, qui nomadisent de part et d'autre des montagnes du nord-est de l'Inde et qu'on retrouve aussi dans l'actuel Pakistan, autre création artificielle britannique ; il y a aussi des Baloutches en Iran.

Entre l'Inde anglaise et l'Indochine française à la même époque, les mêmes mécanismes aboutissaient à la création du royaume du Siam ; à cause de leurs rivalités mutuelles, ni les Russes ni les Anglais n'avaient pu s'emparer de ces territoires difficiles et de ces populations farouches, et les frontières de cet Afghanistan correspondent à l'équilibre des forces alors en présence, et il semble bien que les Américains ayant remplacé les Anglais, il en soit toujours ainsi, et que Carter et Brejnev soient obligés à nouveau de s'entendre sur ce qu'on appellera la neutralisation de l'Afghanistan.

Mais cette reconstitution de l'état-tampon se fera évidemment contre la volonté des peuples de cette partie de l'Asie, à qui on impose des frontières qui ne correspondent pas à la manière dont ils vivent leur espace géographique et leur communauté historique ; car des états-tampons de ce type, non seulement découpent l'espace en dehors de la volonté des gens, mais encore ils maintiennent ou recréent un ordre social archaïque et réactionnaire dans la mesure où les impérialismes s'appuient sur des chefs marionnettes dans des états fantoches.

Ces créations artificielles sont construites à la fois contre le droit des peuples et contre les classes sociales les plus défavorisées, c'est pourquoi nul ne veut les défendre, mais c'est pourquoi aussi les luttes nationales et luttes de classes se mêlent dans des mouvements révolutionnaires variés et nombreux. La monarchie la plus archaïque et le régime le plus réactionnaire ont vécu en Afghanistan jusqu'en 1973, mais on ne peut pas dire que les multiples coups d'état militaires qui se sont succédés depuis aient changé grand chose dans ce pays artificiel, violemment plongé dans l'archaïsme, la misère, le despotisme et privé de toute possibilité d'évolution autonome, et il y a grande hypocrisie à dénoncer aujourd'hui le sous-développement politique, économique et social de l'Afghanistan, quand il est le fruit de la double colonisation occidentale et russe.

Dans la mesure où les grands de ce monde n'arrangent pas de violer l'histoire et le droit des peuples, l'Afghanistan, comme le Pakistan, sont de fausses réalités géopolitiques, nées de la colonisation ou de la soi-disant décolonisation, et qui se servent que de paravents aux luttes d'influences des grands et aux ambitions des hommes politiques. Nous publions dans ce numéro de Combats Breton, un interview d'un Khan Pachtoun sur la situation au Pakistan, qui montrera encore une fois à nos lecteurs que les constructions étatiques sont en Asie, comme en Afrique ou en Europe, un découpage de la réalité vivante qui méprise partout le droit des peuples et qui, partout, n'engendre que le désordre, la violence et l'intervention étrangère.

Pour l'heure, l'intervention russe relance le problème : ou bien l'Afghanistan devient un territoire musulman soviétique, comme de nombreuses régions d'Asie centrale sur la route des mers chaudes et du pétrole, ou bien l'Afghanistan s'élèvera au nom de la démocratie et du progrès par l'aide Américaine remplacée l'Iran dans le CENTO, aux côtés du Pakistan.

Ces deux solutions paraissent bien improbables, car elles supposent une victoire de l'un des deux grands, et il est plus probable que l'Afghanistan retourne à sa situation d'état-tampon, où il est interdit de bouger.

A moins que les peuples de cette partie du monde n'arrivent à prendre la parole, sans se laisser bernier par les beaux parleurs, ce qui ne semble possible que dans le cadre d'une société internationale fédéraliste débarrassée de la volonté de puissance des états et des multinationalismes.

E. ALADIN

## MOYEN-ORIENT - PAKISTAN ET AFGHANISTAN

Voici une interview réalisée il y a quelques mois auprès de M. Khan (c'est le nom qu'il se donne pour des raisons de sécurité), délégué itinérant du Baloutchistan People's Liberation Front. Il est bon de se rappeler que le gouvernement Taraki, qui avait aboli en 1978 le pouvoir conservateur de Daud, fut le premier en Afghanistan à proclamer des liens avec l'URSS. Il a, depuis, été écarté par Abdul Kadir Amin ; et chacun sait que ce dernier a été éliminé par les Soviétiques qui l'ont remplacé par B. Karmal. (Quelques jours après sa prise de pouvoir à Kaboul), le gouvernement de TARAKI faisait une déclaration d'un portée considérable pour cette région du monde : les militaires afghans se déclaraient prêts à soutenir tous les nationalismes environnants. Le problème pachtoun n'est plus considéré comme une affaire de frontières ; Abdul Kadir et ses amis proclament le droit de l'autodétermination du Pachtounistan. Cette petite phrase aurait pour conséquence la création d'un état à cheval sur l'Afghanistan et le Pakistan mais empâtant sérieusement sur leurs territoires. Ce serait la première fois qu'un gouvernement encourageait un séparatisme en son sein. Imaginons un instant le problème basque résolu de cette manière. La principale force armée révolutionnaire de cette région a, sur ce point, des positions bien tranchées et susceptibles de faire évoluer la configuration politique locale.

« La révolution afghane est très importante ».

— Non, mais le Khan, lors de son passage à Paris.

De l'Iran au Pakistan nous étions enfermés dans l'état du CENTO. Le régime Daoud ne nous apportait plus aucun soutien, nos 5000 réfugiés en Afghanistan n'étaient plus secourus. Peu nous importe que le nouveau régime soit pro ou anti-soviétique, il est surtout anti-impérialiste. Il a enfin cassé le consensus.

— Vous ne reconnaissez pas le Pakistan ?

— Non, c'est un état artificiel, nous y constituons la seule force révolutionnaire armée, mais notre combat n'est pas chauviniste. Nous ne voulons pas l'indépendance mais faire éclater le Pakistan pour créer une Fédération des peuples Sim-Pendjab-Baloutch-Pachtoun. Le mouvement Sindi est en nette progression, les Pendjabs créent un mouvement révolutionnaire qui est au pouvoir au Pakistan. Mais c'est seulement une classe néo-colonialiste représentée par les cadres de l'armée, et les grands propriétaires terriens.

— Quelle est votre situation militaire ?

— Les opérations se poursuivent et l'armée pakistanaise accuse une nette perte de moral ; 600 officiers ont démissionné pour ne pas avoir à se battre contre nous. En outre, nous libérons tous les prisonniers ; ceux-ci sont persuadés de faire une croisade contre des sauvages anti-musulmans ; il est vrai que nous ne sommes guère religieux. Ils vivent parmi nous une fois prisonniers et sont nos meilleurs propagandistes de retour chez eux, dans un pays justement tenu par les forces réactionnaires religieuses. Quant à notre armée, nous manquons certes de tout, mais nous avons l'habituelle armée populaire. Aujourd'hui, un chef de clan peut fort bien obéir à des officiers élus, jugés capotés. C'était impossible il y a dix ans. Mais depuis, le B.P.L.F. est parvenu à rapprocher les tribus. Nous détruisons le féodalisme. Désormais, le Front est partout même dans les villes... Notre seule véritable problème est l'approvisionnement en armes, munitions, médicaments ; nous n'avons pas de médecins...

— Passer d'une société féodale à la création d'un état moderne doit poser de sérieux problèmes ?

— Evidemment, mais les problèmes sont les

sources de notre avenir. Nous avons en moins le problème religieux inexistant chez nous (dans la zone du Front il n'y a aucun village véritable plaie de nos voisins. Par ailleurs, nous voulons faire quelque chose d'original, être totalement autonomes, composer sur nos propres forces. Ne pas copier les autres révolutions socialistes, mais puiser dans notre Tradition pour développer une ligne politique spécifique. Les étudiants qui ont tous fait les prestations travaillent à l'alphabétisation en remplaçant l'écriture arabe par l'alphabet romain. C'est normal et plus pratique, notre langue est indo-iranienne. Les débats chez nous sont permanents, ouverts, exprimés dans le journal clandestin « Jabel » (« la montagne », diffusé dans tout le Pakistan), sur tous les sujets : éducation, industrialisation, la femme, l'écologie, la sécularisation. Je peux déjà vous dire que nous ne souhaitons nullement une industrialisation à outrance, nous voulons préserver notre cadre de vie et nous ne cherchons pas une sécularisation forcée, tout en organisant le mixage-vivre des nomades. Nous sommes l'un des sept derniers peuples économiquement nomades, selon les définitions du dernier congrès mondial d'anthropologie, et nous pensons que ce peut être aussi une richesse pour l'ensemble de la culture humaine. Personne n'a le droit de juger à notre place.

— Un état socialiste nomade... Est-ce suffisant économiquement ?

— Non, mais le Baloutchistan est sur la ceinture du pétrole (2), nous avons aussi du gaz et des mines. Nous détenons la clé économique de cette région du monde, c'est pourquoi nous désirons partager ces richesses dans le cadre d'une confédération. L'Iran (3) n'acceptera pas cette situation ; nous nous achèverons donc vers un conflit général et à une nouvelle répartition des cartes... Nous le souhaitons !

— Que venez-vous chercher en France ?

— L'appui et la solidarité des organisations progressistes. Le rôle de la France est très important à cause de ses relations privilégiées avec le Pakistan auquel elle fournit des armes. Elle finance aussi la construction d'un réacteur nucléaire à Karachi, et pour nous, il n'est pas question de ce réacteur dont les buts sont nécessairement militaires.

E. B.

(1) Vieille tradition de la frontière Pako-Afghane, et joie des touristes collectionneurs.

(2) Au cœur des tribus Mari, les plus engagées du Front Baloutche.

(3) Il s'agit de l'Iran du Shah.





# SACRE BAUCHER !

Eh oui ! Il s'agit bien encore de notre célèbre notaire de GUEMENE sur SCORFF. Ainsi que nous l'avons écrit dans les colonnes de «COMBAT BRETON», ce notaire se trouve souvent mêlé à des affaires pour le moins troubles. Les gens du pays n'hésitent maintenant plus à aller lui demander des comptes. Ainsi le mois dernier une quinzaine de paysans se rendaient à son étude pour avoir de plus amples informations sur le cas de Jeannot LE MOUËL. Notre très cher Maître, très arrogant et sûr de lui, se refusait à toute réponse aux questions précises posées par les amis de Jeannot. Devant leur insistance, il décida de faire appel aux forces de l'ordre, c'est-à-dire aux gendarmes de GUEMENE. BAUCHER aime utiliser la force. Quand il a affaire à une seule personne il cogne lui-même. Ainsi notre ami Edouard MORVAN qui s'était rendu chez lui quelques jours avant, mais seul, l'imprudent, a eu droit à quelques gifles et coups de poings. Lorsque l'on n'a pas d'arguments à opposer, il faut bien se sortir d'une manière ou d'une autre n'est-ce pas ? Un constat fut établi par un médecin.

En effet, l'un des agriculteurs de GUEMENE, Monsieur Féliçien LE GUYADER, de Parco en LOCMALO fut très étonné de voir un beau jour des engins venir faire des terrassements sur une parcelle dépendant de la ferme qui lui est louée par des conjoints LE FLOCH. Il apprit ainsi, incidemment, que cette parcelle avait été vendue au Département du Morbihan en vue de l'implantation de la nouvelle gendarmerie de GUEMENE. Ceci, bien sûr, sans que le droit de préemption ait été purgé et sans qu'il lui ait été proposé la moindre indemnité. Le notaire qui se chargea de cette vente n'est autre que notre ineffable BAUCHER.



Manifestation chez Me Baucher

D.R.

La préfecture du MORBIHAN est dans tous ses états. Elle reconnaît bien avoir acheté des conjoints LE FLOCH une parcelle de terrain de 3525 m<sup>2</sup> par acte du 23 octobre 1978 passé en l'étude de Me BAUCHER. Mais elle reconnaît également ne pas avoir été informée du droit de préemption. Et avoue humblement n'être pas opposé à verser à Féliçien LE GUYADER l'indemnité qui peut lui être due.

Les bruits courent dans GUEMENE que, suite aux attaques répétées de «COMBAT BRETON», BAUCHER envisagerait de quitter la région. Il est vrai que la Chambre départementale des Notaires du Morbihan le surveille de près. Et c'est pourquoi nous ne voyons pas l'utilité des «bombages» tels que «BAUCHER — BOOMS» qui ne peut que le servir.

Jean LE CALVEZ



## SNIAS (suite)

Contre coup de l'échec de la lutte aux élections au Comité d'Entreprise.  
1er Collège : 1834 inscrits 1738 votants 1628 exprimés  
C.G.T. 628 voix 36,16 % (-11,91 %)  
F.O. - C.F.T.C. 623 voix 37,87 % (plus 13 %)  
C.F.D.T. 359 voix 21,23 % (-2,7 %)

2e Collège : 885 inscrits 837 votants — 802 exprimés  
F.O. 407 voix 48,62 % (plus 10,01 %)  
C.G.T. 249 voix 29,74 % (-7,57 %)  
C.F.D.T. 139 voix 16,6 % (-3,47 %)

3e Collège (les cadres) : 110 inscrits 109 votants 93 exprimés  
2 listes : C.F.T.C. - F.O. et C.G.C.  
C.G.C. F.O. C.F.T.C. — 2,5 %  
C.G.T. — 9,6 %  
F.O. - C.F.T.C. plus 13,1 %

Ce qui donne : C.G.T. C.F.D.T. 4 sièges (-1)  
C.G.C. F.O. C.F.T.C. 4 sièges (plus 1)  
La voix de la direction peut dès lors influencer sur les décisions.

## AL LIAMM

AL LIAMM, revue culturelle bimestrielle imprimée et illustrée intégralement en langue bretonne.

Abonnement annuel : 55,00 F (étudiants, militaires, chômeurs : 40,00 F)

A adresser à : Pierre LE BIHAN  
16, Rue des Fourès à Chaux  
35400 SAINT-MALO  
C.C.P. : 5349-06 A PARIS

SPECIMEN SUR DEMANDE

Les Moines Celtiques de RUN MENO nous informent du changement du titre de leur journal qui s'appelle maintenant : «La Voie d'Avallon». Prix : 6 Frs — Abonnement un an : 20 Frs  
CCP : H. Hillion — Rennes 2.909.85 K  
Chèques bancaires : «Compagnons Missionnaires Celtiques» à adresser : «La Voie d'Avallon» — Les Sept Saints — 24230 FLOUARET

DINDAN AR WASK

Actuellement sous presse  
DA ZONT ER MAEZ E DIBENN MIZ MEURZ à paraître fin Mars 1980  
TREDÉ PLADENN  
Le troisième disque de

## Youenn GWERNIG



FACE A : PERAK ? WHY ? Pourquoi ?

CHALEUR  
ME GARFE... J'aimerais...  
KOUVIADUR. Invitation.  
IDENTITY

FACE B : EL BARRIO

N'AM EUS NETRA  
NEVEZ-HANV-SPRING-Printemps  
HORSES OF THE SEA (PRI DU —  
BLACK MUD  
BOUE NOIRE)

Voix de : Youenn GWERNIG, Gwenola GWERNIG, Mari-Laëza GUILLAMOT.

Violon, flûte, piano, orgue : Christian DESBORDES  
guitares : Gildas BEAUVIR  
contrebasse : Fanch BERNARD

PAPERENN RAKPRENAN  
Bulletin de souscription

Anv (Nom) .....

Chomlec'h (Adresse) .....

En deus c'hoant da rakprenan (Désire souscrire)

Pladenn nevez ou nouveau disque de YOUENN GWERNIG

BEZET (soit) ..... 45 F

PAEET EN DEIZ-MAN DRE (Règle ce jour par)

CHEKENN — VANK  
Chèque Bancaire  
CHEKENN — BOST  
Chèque Postal

PAPERENN DA GAS EN - DRG DA : (Bulletin à adresser à :)  
YOUENN GWERNIG - LOCMARIA BERRIEN - 29218 HUELGOAT

## CHALLBOTER

«Charcutier des rêves» : voilà une expression imagée. Mais «charcutier des rêves», aussi imagé, est bien le beau titre que T. Huon a donné à son recueil de nouvelles (cf. Combat Breton, numéro 12). Ou'il nous pardonne la faute de frappe.

## LIVRES - DISQUES

### Un recteur pas très catholique

Tous vous avez un tonton ecclésiastique, un beau-frère calotin ou une vieille tante râclure de presbytère. N'attendez pas. A la première occasion, offrez-lui sagement, avec un sourire faussement candide, le livre de l'abbé Jean Doré : «Recteur Breton» (éditions l'Harmattan). Fils de paysan, breton de vieille souche, de la partie Gallo des Côtes-du-Nord, Jean Doré est né à Plémy en 1912. Devenu prêtre en 1941, il vivra pendant 35 ans la vie de Recteur (curé) dans différentes paroisses Bretonnes. Ne vous attendez pas à un récit insipide et intellectuel-spirituel sur le rôle magnifique et exaltant d'un serviteur de l'Eglise, peuplé d'anecdotes drôles et rurales pour accrocher le lecteur. Non ! Il s'agit de bien autre chose. Jean Doré, qui a quitté la fonction sacerdotale en 1973, à 61 ans, démonte les rouages, les mythes de l'Eglise et du rôle considérable qu'elle a joué et joue encore dans tout l'Ouest Français.

Jeune homme croyant et docile, Jean se laissera, comme il le dit lui-même, «recruter par le milieu ecclésiastique, pire, par sa propre conscience. Il racontera alors sa formation à la «prison» de Hénon, le filage permanent organisé autour du séminariste, l'absence totale d'éducation sur la sexualité, la «peur de se damner». Il évoquera le péché comme une «fausse culpabilité», parlera de «épique» pour lui et pour les siens («ils étaient aussi aveugles que moi-même»). La dépolitisation enfin : «Tous les journaux nous étaient interdits afin que les événements nous arrivent bien triés et commentés».

Jean Doré sera ensuite vicaire, puis recteur, dans plusieurs paroisses des Côtes-du-Nord : Piélo, Plurien, Guitté, Saint-Thélo... Il devra ses déplacements nombreux aux interventions arbitraires d'un évêque despotique. L'auteur dénonce à cette occasion l'importance prépondérante de l'argent dans la vie de l'Eglise, et les richesses accumulées par les diocèses (... «La fortune immobilière que le sacerdoce diocésain s'attribue ajoutée à des capitaux certains, le tout étant camouflé sous le silence total»).

L'ex-abbé Doré attaque ses anciens maîtres à penser ; il ne pardonne pas qu'on l'ait «trahé en objet», il conteste l'hypocrisie sexuelle dans laquelle on maintient les prêtres, il refuse pour terminer de reconnaître l'autorité morale de l'institution catholique sur la personne humaine.

Il est dommage que l'auteur ait cru devoir consacrer une large part de son ouvrage à des considérations théologiques sur le bien-fondé de telle ou telle pratique sacramentelle ; cela enlève un peu au caractère corsé de son récit. Mais sans doute cet ancien prêtre de 67 ans avait-il besoin d'exprimer ses malaises les plus pénibles et les plus secrets, comme pour les exorciser ou tenter de se libérer de ce qui l'a si longtemps empêché d'être un homme libre.

«Recteur Breton» est mieux qu'un récit, c'est un document sur le clergé, et surtout sur la Bretagne. C'est, face à l'un des plus répressives institutions de ce pays, le cri de révolte d'un breton d'aujourd'hui.

Dominique Tesson



## ALAN-MORVAN CHESNEAU

«AOTRW GOANW» — «Messire l'Hiver» sorti chez KELENN  
Ce disque est une tentative qui propose de multiples possibilités d'interprétation, une diversité instrumentale (Bouzouki), cythare à clavier, violon, concertinas... et beaucoup d'autres, connus ou moins connus), une diversité vocale et technique, en vue d'engager «Le Cheminement d'un Barde», cheminement marqué par 2 aspects prédominants dans la musique celte : Cour et Campagne. Une preuve que la tradition léguaire par les Bardes et les Ménestriers n'a pas subi de rupture réelle avec notre monde contemporain.

**APPEL**  
**Aux lecteurs de Combat Breton**

Paris le 23/02/80

Nous sommes un groupe de libertaires Bretons et non Bretons qui souhaitons éditer un travail sur les événements de Plogoff. Nous allons prochainement à Plogoff mais, limités par nos faibles moyens nous ne pourrions y rester longtemps.

Au moins pas assez pour prendre des photos valables ; c'est pourquoi nous lançons un appel à tous les photographes amateurs qui étaient à Plogoff tout ces temps-ci. Nous voudrions des photos noir et blanc, déjà tirées, nous nous chargeons également du tirage des négatifs — noir et blanc — on peut vous renvoyer des épreuves en plus des négatifs bien sûr ; on peut également développer les films, toujours en noir et blanc. On voudrait également des témoignages et tous les matériaux possibles.

Nous jugeons la lutte des habitants de Plogoff exemplaire à tout point de vue car elle se situe sur le carrefour de plusieurs grands thèmes qui n'ont pas fini de faire parler d'eux.

Ecrire à Renaud LAYADI — 97 rue de Charonne — Paris 75011, on remboursera la correspondance.

Trugarez Bras

A l'équipe de Combat Breton : Bravo à toute l'équipe de Combat Breton - enfin un canard qui ne sépare pas l'optique libertaire de l'optique régionale.

Groupe Père PEINARD

Merci de votre lettre. Ecrire à «La Coordination Antinucléaire de Bretagne» - Pierrick LE CURRE - Poullkamp - Kerlagadec - 29144 PLOZEVET

**COURRIER DES LECTEURS**

Chers amis,

Je lis régulièrement «Combat Breton» bien que je ne sois pas Breton.

Je suis artisan, avec un apprenti. Mon atelier se trouve à Landerneau. Je suis ici depuis mars 1977, chassé de la région toulousaine (je ne suis pas non plus du sud-ouest) par le chômage dans le bâtiment.

Vient en Bretagne et participant à son économie, je me considère comme Breton, d'autant que qu'on plus je suis sonneur de cornemuse dans le Bagad de Plogastel.

Puis-je me sentir réellement concerné par un combat que l'on m'a dit ne pas être le mien ? Je partage entièrement vos idées et les défends chaque fois que j'en ai l'occasion. C'est pourquoi je joins un chèque de 100,00 F pour un abonnement de un an.

Continuez et persévérez, un jour nos espoirs se réaliseront.

Amitiés.

J.M. Landerneau

P.S. Notre combat contre l'État, pour la liberté et l'autonomie est bien commun. Le lieu de naissance n'y change rien.

Lecteur depuis quelques numéros de «COMBAT BRETON», j'ai enfin l'impression de lire une revue qui correspond à mes idées, à mes options sociales et économiques, donc politiques.

Bien que je n'aime pas la formule d'abonnement à une revue, j'y souscrits, parce que si vos options doivent avoir un prolongement dans les numéros qui suivent, je souhaite vous voir continuer ce travail le plus longtemps possible.

Je suis de tout cœur avec tous les prisonniers politiques bretons qui n'ont pas renié leurs actes.

Il faudra bien qu'un jour on passe du discours à l'action directe qui apparemment est la seule alternative à la société libérale très avancée que la France nous oblige à subir.

Seuls les journaux comme le vôtre sont à même de mener ce travail à son terme, s'il doit y en avoir un.

Travailler sans concessions pour les uns ou pour les autres - «TENIR DEBOUT EST ROLE SUFFISANT ET COURR».

Peut-être pourriez-vous penser à un article sur les handicapés mentaux (les mentaux et physiques y ont bien le droit !)

Il faudrait demander aux personnes qui cotisent pour leur retraite aux caisses de la C.A.B.A.V., C.I.M.A.V.I.C., etc... de verser les sommes ou parties des sommes correspondantes aux organisations telles que : SKOAZELL Vreizh, DIWAN, etc...

Ces sommes investies dans ces organisations serviraient certainement plus la cause bretonne que les maigres retraites qui nous sont promises et sur lesquelles nous ne comptons heureusement pas.

L.A. Vannes

**Breton de sel**

Je suis breton  
 j'exige le temps que l'On m'a volé  
 la jouissance dont On m'a frustré  
 je suis breton  
 je vomis mes devoirs je ne mendie plus  
 j'arrache j'extorque j'exproprie je frappe je châtie  
 les parasites grassexes aux panses croupissantes  
 je suis breton  
 je brûle les temples après les avoir pillés  
 je suis chien enragé qui n'a plus ni dieu ni maître  
 je suis breton  
 je suis rare qui chante qui aime qui combat  
 et qui explose à la face de l'humanité en une gerbe  
 ruisselante de beauté farouche  
 je suis breton  
 je suis RESURRECTION SUBVERSION INSURRECTION  
 je suis breton de sang je suis breton de sel je suis breton de sperme  
 je suis breton  
 me comprendras tu enfin  
 ressens-tu la splendeur des aurores sans entrave  
 O toi qui aime à t'incruster sur l'aile des plages de l'océan.

Patrig ARFOL  
 «Implosion à la dérive»

Patrig Arfol, né Patrick Pennognon, a été condamné le 23 janvier 1979 par la vingt-troisième chambre correctionnelle du Tribunal de Grande Instance de Paris à la peine de trois années d'emprisonnement ferme pour sa participation à la manifestation de Saint-Lazare du 13 janvier 1979. Au même procès, Lionel Graziendo a été condamné à quatre années d'emprisonnement ferme. Vincent Hervoir, à quatre années d'emprisonnement ferme. Frédéric Bougnoux, à trois années d'emprisonnement dont une avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve.

**ANNONCES**

**Au café - animations**  
**"La Kérouézée"**  
 à Jugon-les-Lacs (22)

- Vendredi 21 Mars  
 Pat Kibbide, un ancien Battfield Band.
- Vendredi 28 Mars  
 Théâtre «En pleine mer» par le théâtre du Scorpion.
- Vendredi 4 Avril  
 Rock avec le groupe Roll-Mops
- Vendredi 11 Avril  
 Le Groupe Jazz 4 plus.
- Samedi 19 Avril  
 Le groupe gallois Mab Sant
- Vendredi 25 Avril  
 Le musicien Marc Perrone

**Jugon-les-Lacs**  
 à la salle des Fêtes  
 organisé par "La Pétralle"

- Samedi 22 Mars  
 Fest-Noz de «La Bouèze»
- Samedi 12 Avril  
 Rock avec Mickey n'stein

Le Comité Amnistie Bretagne de Cornouaille organise le Jeudi 3 Avril à 20 H 30 au centre des Arts et de la Culture de CONCARNEAU un récital Gilles Servat.

**LES ANNONCES SONT GRATUITES**

**Stages à TY KENDAL'CH**

(SAINT-VINCENT-SUR-OUST)

Initiation aux danses irlandaises du 4 au 9 Avril 1980 - Prix : 500 F.

Danses du Penthièvre (niveau 2e degré) du 9 Avril à 10 h au 12 Avril à 16 h - Prix : 450 F.

Sonneurs de couple (avec la collaboration de DASTUM) du 5 au 9 Avril 1980 - Prix : 500 F 50 % payable à l'inscription.

Folk instrumental du 30 Avril au soir au 4 Mai dans l'après-midi. Violon animé par John Wright, vielle par Claude Flajel et accordéon diatonique par Marc Perrone - Prix : 500 F.

Langue Bretonne (niveau débutants) du 4 au 8 Avril - Prix : 300 F.

Arts et Métiers Traditionnels du 21 au 25 Avril 1980 - Prix : 700 F (cours et hébergement).

Reliure du 5 au 9 avril 1980 - Prix : 350 F (cours et hébergement).

Flûte à bec (débutants) du 21 au 25 avril - Prix : 350 F.

Initiation à la Harpe celtique du 5 au 9 Avril 1980 - Prix : 500 F (cours et hébergement).

Étude et collottage de la musique traditionnelle (organisé en collaboration Dastum-Ty Kendal'ch) du 8 au 13 avril 1980 - Prix : 350 F.

**STROLLAD AR VRO BAGAN**

Eman Strollad C'hoariva Brezhonek AR VRO BAGAN o vont da c'hoari e-bezh e hoari nevez azaliek ar c'hentañ a viz meurzh 1980.  
 Bez ez eo NOMENOE-OE, bet skrivet gant Jakez Riou war-dro ar bloavezhioù 35 ha bet embannet evit ar wech kentañ e 1941. Betek-henn ne oa bet c'hoarinet nemet e galleg, gant strollad Jean Moigne.  
 Sed amañ da heul al lec'hiennou hag an dervezhioù ma vezo displeget :  
 - sadorn 15 meurzh, da 9 eur e Porsal  
 - sul 16 meurzh, da 4 eur er Folgoad  
 - gwener 21 meurzh, da 9 eur, e Montroulez, sal-c'haorva  
 - sadorn 22 meurzh e Gwisent  
 - sul 23 meurzh da 3 eur e Brégomagan  
 - gwener 16 a viz mae en IRVILLAC  
 - sadorn 17 a viz mae e Plabenneg evit Gouel Ar Brezhoneg

M'hoac'h eus traou da c'houlenni, skrivit da GOULCHAN KERVELLA 10, str. Docteur Lefebvre 29210 MONTROLEZ

**CENTRE NANTAIS DE CULTURE CELTIQUE**

52 rue du Marchix - 44000 NANTES  
 C.C.P. 1500 29 J NANTES

Mercredi 19 Mars : Cours d'histoire par Cassard. Evolution économique et sociale de la Bretagne. Local du cercle celtique Orvault. C.C.O.

Samedi 22 Mars : Information sur Diwan dans la rue. Plateau piétonnier Decré. Evid Diwan.

Vendredi 28 Mars : Cinéma Le Garrec ou Vautier. Ste-Luce. Cercle Ste-Luce.

Samedi 29 Mars : Fest-noz Diwan. La Frébaudière. Evid Diwan.

Samedi 29 et dimanche 30 Mars : Stage de danses cossaises. La Gominère Orvault. C.N.C.C.

Dimanche 30 Mars : Commémoration 260<sup>e</sup> anniversaire exécution de Pontcallec du Couédic, Montlouis, Talhouet, Place du Bouffay. Souvenir breton Koun Breizh.

Lundi 14 Avril : Réunion Comité directeur CNOC. CNCC.

Samedi 19 Avril : «Angela Duval, Femme agricultrice et poétesse de Bretagne» par G. Raoux et H. Guilhem. Local cercle. C.C.O.

**KREIZENN SEVENADUR KELTEK BRO-NANTON**



Le groupe celtique de Ste LUCE (44) organise un fest-noz au profit de Skoazell Vreizh le 19 AVRIL à Ste LUCE avec les Diaoulad ar Menez, Le Roux - Dilasser et Guimant. Dilasser en kan ha diskann, ainsi que des sonneurs.

# G.F.A. PLOGOFF

(écrire en majuscules d'imprimerie)

Je soussigné, NOM : .....  
 NOM DE JEUNE FILLE : .....  
 PRENOMS : .....  
 DATE et lieu de naissance : .....  
 DOMICILE EXACT : .....  
 PROFESSION : .....

Lequel a par ces présentes, constitué pour mandataire :

- Monsieur MOALIC Jean, demeurant à Meil Kerlaouenan MAHALON.
- Monsieur GUIAVARCH' Patrick, demeurant 16, rue V. Hugo PONT-CROIX.

Avec faculté d'agir ensemble ou séparément,

Auxquels donne pouvoir de, pour et en son nom,

Faire apport, soit à l'occasion de la constitution, soit à l'occasion de toute augmentation de capital ultérieure, d'une somme en numéraire de : .....

francs au G.F.A. PLOGOFF, (siège social à la mairie de Plogoff.)

Participer à toute élaboration ou modification correspondante des statuts.

Nommer tous gérants.

Confirmer la gérance dans ses pouvoirs et l'autoriser à signer tous actes relatifs aux augmentations de capital.

Prendre part à toute assemblée générale ordinaire ou extraordinaire du Groupement Foncier Agricole de PLOGOFF.

Reconnaître et déclarer que la souscription du soussigné ne résulte pas d'un appel public à l'épargne.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, élire domicile, substituer et généralement, faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans l'intérêt du soussigné et du groupement foncier agricole de PLOGOFF.

Adresser à :

G.F.A. - PLOGOFF - B.P. Numéro 5 - 29151 PLOGOFF.

FAIT A ..... LE .....  
 Signature :

(Faire précéder la signature de «LU et APPROUVE»)



## PENN AR BED

La vérité se lève au bout du monde ; le combat des capistes à Plogoff est exemplaire.

Exemplaire dans ses motivations ; nul ne comprend mieux qu'ici le sens politique, économique et culturel de la lutte antinucléaire en faveur d'une société autonome, autogérée et écologique ; lutte menée par un peuple qui veut garder le contact avec sa terre sans passer sous les fourches de l'État, des multinationales et des mythes du progrès.

Exemplaire dans ses formes ; à Plogoff on réinvente tous les jours l'action psychologique, le harcèlement de la guérilla et la fête qui exalte les individus en reformant sans cesse la communauté. Le défilé marqué antinucléaire des jeunes de Plogoff retrouve le 1er Février, la vérité profonde des Carnavals d'une société qui intègre sa contestation en la vivant, alors que partout ailleurs dans l'hexagone, ce mardi comme les autres avait le visage habituel de la répression quotidienne de nos désirs et de nos enthousiasmes, quand ce n'était celui du spectacle-marchandise.

Tandis que l'Écologie politique recherche laborieusement un candidat dans des salles studieuses, VIVE PLOGOFF où renaît la lutte anti-nucléaire et que ce bout de la Bretagne devienne le haut-lieu de nos espoirs, de nos pèlerinages et de nos actions, que tous les chemins mènent à Plogoff.

## Abonnez-Vous à Combat Breton

### BULLETIN D'ABONNEMENT

JE SOUSCRIS UN ABONNEMENT D'UN AN AU COMBAT BRETON

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

PROFESSION : .....

Ci-joint : ..... F par CCP - Mandat lettre - Chèque (50 F. min.)

A renvoyer à : Combat Breton «Tronscorff» Langoëlan - 56160 Guéméné-sur-Scorff.